

Examen de la situation financière et des résultats

Comptes Consolidés au 31 décembre 2023

(chiffres en cours d'audit)



EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS

1	FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE	5
1.1	Évolution de l'activité et des résultats	5
1.2	Réalisations ESG dans le cadre de la performance plurielle	6
1.3	Évolutions au sein du Groupe - Programme stratégique	7
1.4	Financement du Groupe	9
1.5	Plans d'actions gratuites et d'actions de performance et épargne Groupe	10
1.6	Évolution de la gouvernance	10
2	INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIÈRES	13
2.1	Chiffres clés	13
2.2	Chiffre d'affaires du Groupe	14
2.3	EBITDA du Groupe	17
2.4	Autres éléments du compte de résultat	20
3	FINANCEMENT	25
3.1	Évolution du free cash-flow et de l'Endettement financier net	25
3.2	Investissements industriels et financiers	27
3.3	Besoin en fonds de roulement opérationnel	28
3.4	Financement externe	28
4	AUTRES ÉLÉMENTS	31
4.1	Rendement des capitaux employés (ROCE)	31
4.2	Honoraires des commissaires aux comptes	32
4.3	Opérations avec les parties liées	32
4.4	Événements postérieurs à la clôture	32
4.5	Facteurs de risques	32
4.6	Perspectives	33
5	ANNEXES	35
5.1	Réconciliation des indicateurs GAAP et des indicateurs utilisés par le Groupe	35
5.2	Définitions	36

Message de la directrice générale

Estelle Brachlianoff, directrice générale du Groupe, a déclaré : « L'année 2023 aura été une nouvelle année record pour Veolia, au-delà de nos objectifs, avec un chiffre d'affaires de 45 milliards d'euros, un EBITDA en progression de 7,8 % et un résultat net courant en augmentation de 14,9 % à 1 335 millions d'euros, soit le double de 2018. Ces excellents résultats sont le fruit d'un positionnement précurseur sur le marché porteur de la transformation écologique, comme de nos efforts continus de pilotage opérationnel strict.

La demande de nos services n'a jamais été si élevée, avec, par exemple, un carnet de commandes plein et en forte progression pour nos activités de Water Technologies à 5,3 milliards d'euros, signe que la rareté de l'eau et sa qualité sont devenues cœur pour les villes comme les industries, l'une des premières conséquences vécues du dérèglement climatique.

Nous n'avons par ailleurs pas relâché nos efforts d'efficacité avec 389 millions d'euros d'économies réalisées, auxquels sont venus s'ajouter les bénéfices du rachat de Suez sous forme de 168 millions d'euros de synergies de coûts, au-dessus de nos objectifs.

2023 est la 7^e année consécutive de croissance des résultats. Au cours de cette période, Veolia, leader mondial de la transformation écologique, aura su absorber une série de chocs économiques, sanitaires, géopolitiques et énergétiques majeurs. Cette croissance ininterrompue démontre notre résilience et capacité d'adaptation, mais aussi la pertinence de notre positionnement sur le marché porteur de la transformation écologique, de notre empreinte géographique unique avec près de 40 % du chiffre d'affaires en dehors d'Europe.

Nous démarrons l'exercice 2024 avec une grande confiance, parfaitement lancés pour une nouvelle année de forte croissance de nos résultats avec en particulier un objectif de résultat net courant supérieur à 1,5 milliard d'euros.»

1

FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE

1 Faits marquants de la période

1.1 ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS

Des résultats 2023 en forte croissance et supérieurs à l'objectif

Les résultats annuels 2023 sont en forte croissance. Ils traduisent la solidité du modèle d'affaires et des choix stratégiques du Groupe qui, dans un contexte macro-économique contrasté, font preuve de résilience. Ces résultats confirment la capacité du Groupe à délivrer une solide croissance organique, grâce à un portefeuille d'activités diversifiées et complémentaires, ainsi qu'à une empreinte géographique équilibrée. L'année 2023 confirme également le succès de la fusion avec Suez qui porte ses fruits plus rapidement que prévu avec des synergies en avance par rapport à l'objectif.

en millions d'euros	2022	2023	Variations 2023 / 2022	
			à change constant	périmètre et change constants
Chiffre d'affaires	42 885	45 351	8,5 %	9,0 %
EBITDA	6 196	6 543	7,8 %	7,8 %
EBIT Courant ⁽¹⁾	3 062	3 346	11,6 %	13,7 %
Endettement financier net ⁽¹⁾	-18 138	-17 903		

(1) Les définitions des indicateurs sont indiquées dans la section 5.2 infra.

Les résultats 2023 font ressortir une forte croissance du chiffre d'affaires, de l'EBITDA, de l'EBIT Courant et du free cash-flow en dépit du contexte économique en Europe et d'un effet climat défavorable.

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2023 s'établit à 45 351 millions d'euros en forte croissance par rapport à 2022 : +9,0 % à change et périmètre constants. Cette croissance concerne l'ensemble des activités. Elle est portée par une très bonne performance de l'Eau, une croissance continue des Déchets malgré la baisse des prix des recyclats et le maintien d'une forte croissance de l'Énergie portée par la hausse des prix de l'énergie :

- Les activités de l'**Eau** sont en croissance organique de +7,5 % en raison d'un très bon niveau d'activité dans les Technologies de l'Eau et de l'effet des révisions tarifaires, malgré un effet climat défavorable qui impacte les volumes sur certaines géographies ;
- Les activités de **Déchets** progressent de +3,4 % et de +5,9 % hors variation des prix des recyclats, tirées par les activités de traitement des déchets dangereux notamment aux États-Unis, les gains commerciaux et l'effet des révisions de prix ;
- Les métiers de l'**Énergie** sont en forte croissance (+19,9 % de croissance organique) bénéficiant des hausses des tarifs de chaleur et des prix de vente de l'électricité, reflétant la hausse du coût des énergies achetées et d'une activité commerciale soutenue, notamment dans les services de flexibilité énergétique.

La croissance des revenus hors hausse des prix de l'énergie s'élève à +4,4 % à change et périmètre constants.

L'EBITDA au 31 décembre 2023 s'établit à 6 543 millions d'euros en hausse de +7,8 % à change et périmètre constants. Cette croissance de l'EBITDA est supérieure à celle du chiffre d'affaires retraité de la variation des prix de l'énergie, traduisant un fort effet de levier opérationnel. En 2023, les programmes d'efficacité opérationnelle ont généré 389 millions d'euros et le plan de synergies dans le cadre de l'intégration de Suez, 168 millions d'euros en avance par rapport à l'objectif.

L'EBIT courant s'établit à 3 346 millions d'euros, en progression de +13,7 % à change et périmètre constants par rapport au 31 décembre 2022.

L'endettement financier net s'élève à 17 903 millions d'euros au 31 décembre 2023, en baisse de 235 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2022, en particulier grâce à une forte génération de free cash-flow. Le free cash-flow net avant dividendes et investissements financiers s'élève à +1 143 millions d'euros en 2023, en croissance par rapport à 2022 (+111 millions d'euros), principalement en raison de la hausse de la trésorerie générée par les opérations et la baisse des charges de restructuration.

Des objectifs financiers du programme stratégique Impact 2023 atteints ou dépassés

2023 marque la dernière année d'exécution du plan Impact 2023 dont les objectifs financiers sont atteints ou dépassés. Le succès du programme repose sur une croissance continue sur la période 2020-2023 (croissance moyenne annuelle de 5 % hors Suez) et un résultat net courant supérieur à 1,3 milliard d'euros en 2023, au dessus de l'objectif (1 milliard d'euros), tout en maintenant un levier d'endettement maîtrisé inférieur à 3.

1.2 RÉALISATIONS ESG DANS LE CADRE DE LA PERFORMANCE PLURIELLE

Veolia en tant qu'entreprise ESG de référence, a poursuivi le déploiement de sa performance plurielle au cours de l'année 2023. Cette démarche initiée au début du plan Impact 2023 a permis au Groupe de continuer à progresser en matière d'ESG. Sur la base des bons résultats atteints à l'issue de l'Impact 2023, cette démarche sera ajustée et renforcée au cours du nouveau plan stratégique 2024-2027.

Engagements environnementaux

Engagement Net Zero Carbone 2050 : une trajectoire de réduction sur 10 ans déjà engagée et en cours de livraison

- Dans le cadre de son plan de sortie du charbon en Europe, Veolia s'est engagé à investir dans un programme massif de 1,6 milliard d'euros d'ici 2030, qui conduiront à une réduction de 2,7 millions de tonnes de CO₂ émis. A la fin de l'année 2023, le montant cumulé des investissements de Veolia dans des projets de décarbonation en Europe centrale et orientale atteint 529 millions d'euros.
- À l'occasion de la COP 28 organisée à Dubaï (Émirats Arabes Unis), Veolia a réaffirmé son engagement de sortie du charbon en Europe, en poursuivant la conversion des actifs de production d'énergie à base de charbon vers des énergies moins carbonées, et en particulier des énergies locales. Le Groupe a aussi réaffirmé son ambition d'atteindre le Net Zéro Carbone en 2050.
- Veolia a pour objectif de décarboner et réduire ses émissions de gaz à effet de serre, tout en favorisant l'accès à une énergie d'origine locale et de contribuer à la décarbonation de ses clients:
 - En Amérique latine, le Groupe s'est engagé dans un plan d'investissement de 70 millions d'euros pour capter le gaz des centres d'enfouissement des déchets. Ces investissements permettront la réduction de 1,5 million de tonnes de CO₂ par an.
 - Le nouveau contrat remporté à Hong Kong de conception, de construction et d'exploitation de l'extension du site de valorisation des ressources West New Territories (WENT) doit permettre d'optimiser la capture du méthane et d'éviter une quantité estimée à 10 millions de tonnes de CO₂ équivalent sur vingt ans.
 - Veolia lance le déploiement d'une solution de récupération du froid résiduel sur le terminal méthanier Enagás de Barcelone. Première mondiale, cette solution permettra de générer 131 GWh par an d'énergie locale, abordable et respectueuse de l'environnement. Sa mise en service est prévue pour le deuxième trimestre 2024. Ce processus permettra d'éviter les émissions liées à la production d'énergie qui auraient été nécessaires en l'absence d'énergie récupérée. Cela représente plus de 42 000 tonnes de CO₂ évitées par an.

Le « Net Zero Water » : Une gestion durable des ressources en eau

- Dans le cadre de son ambition « Net Zero Water » en France d'ici 2033, Veolia a renouvelé avec succès le contrat de distribution d'eau de Lille pour une durée de dix ans et un chiffre d'affaires cumulé de 700 millions d'euros. À travers un contrat innovant centré sur la préservation de la ressource, 65 millions de mètres cubes d'eau seront économisés sur la durée du contrat. Par ailleurs, le Groupe a lancé en France l'initiative « Eco d'eau » destinée à rassembler l'ensemble des acteurs – citoyens, pouvoirs publics, entreprises, associations, etc. – autour des actions à mener dès à présent pour préserver les ressources en eau.

- Veolia a inauguré avec Vendée Eau, le 16 novembre 2023, la première unité en France de réutilisation des eaux usées traitées pour la production d'eau potable dans le cadre du programme Jourdain. Cette solution complémentaire permet d'obtenir 1,5 million de m³ d'eau potable sur la période de mai à octobre pour les années sèches en Vendée. Par ailleurs, le programme d'installation des unités compactes de recyclage de l'eau (REUT box) engagé par le Groupe en France connaît un franc succès : près de 55 communes ont déjà manifesté leur intérêt pour cette solution.

Protection de l'environnement et de la biodiversité :

- Avec 85 % de taux moyen de déploiement à fin 2023 des plans d'actions pour protéger les milieux et la biodiversité sur les sites sensibles du Groupe identifiés lors du lancement du programme stratégique Impact 2023, Veolia a dépassé son objectif de 75 % grâce à la gouvernance et au pilotage mis en place, ainsi qu'à une forte dynamique au sein des entités opérationnelles.

Engagements sociaux

- Le 11 septembre 2023, Veolia a annoncé le lancement de son programme « **Veolia Cares** » qui garantit un socle commun de protection sociale à ses 213 000 salariés dans le monde, y compris dans les géographies où rien n'est prévu par la loi. Le programme offre à chaque salarié en contrat à durée déterminée ou indéterminée l'accès à un congé parentalité, à une couverture santé et décès, à un accompagnement des aidants ou encore la possibilité de consacrer une journée par an à une œuvre caritative ou tournée vers la protection de l'environnement. Ce programme témoigne de l'engagement de l'entreprise pour le bien-être professionnel et personnel de ses collaborateurs. Il démontre aussi l'ancrage fort du groupe dans les territoires où il intervient.
- Conformément aux mesures mises en place dans le cadre de sa performance plurielle, les indicateurs sociaux progressent significativement. À la fin 2023, le taux de mixité au sein des *Executive Resources* progresse de 1,5 points de base par rapport au 31 décembre 2022 pour atteindre 26,7 %.
- En terme de santé / sécurité, la réduction du taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt se poursuit, passant en dessous de la barre des 5 à fin 2023, cible du plan Impact 2023 (contre 5,61 en 2022).
- L'enquête d'engagement annuel « Voice of Resources », adressée à 160 000 collaborateurs dans le Groupe, a été réalisée en novembre 2023. Elle confirme les solides résultats obtenus les années précédentes, avec un taux d'engagement atteignant 89 %.
- Veolia a lancé en septembre la chaîne YouTube Verso, un média dédié à l'analyse, au décryptage et à la vulgarisation des coulisses de la transformation écologique qui permet à la jeune génération de comprendre les enjeux environnementaux actuels, ainsi que les solutions de la transformation écologique du Groupe proposées au grand public.

Engagements sur la gouvernance

- À l'issue de l'assemblée générale mixte du 27 avril 2023 et à la date du présent rapport de gestion, 82 % des administrateurs sont indépendants et 54,5 %⁽ⁱ⁾ sont des femmes. Depuis cette assemblée générale, le conseil d'administration comprend trois nouveaux administrateurs indépendants avec de solides compétences académiques, institutionnelles et d'entreprise ainsi qu'une expérience sur des sujets clés liés à la stratégie et au développement de l'entreprise.

- L'opération d'actionnariat salarié Sequoia 2023 a connu un large succès. À l'issue de cette opération, les salariés renforcent leur position de premier actionnaire de Veolia, en détenant, au 13 décembre 2023, environ 7,5 % du capital de la société. Proposée à 190 000 salariés présents dans 49 pays, l'opération Sequoia 2023 a été souscrite par près de 79 000 collaborateurs, soit un taux de souscription proche de 42 %. Sequoia 2023, dans la lignée des opérations conduites annuellement depuis 2018, confirme la volonté de Veolia d'associer ses salariés au développement de leur entreprise et à sa création de valeur.

1.3 ÉVOLUTIONS AU SEIN DU GROUPE - PROGRAMME STRATÉGIQUE

1.3.1 Innovations et développements commerciaux

Leader mondial sur le marché de la Décarbonation, Dépollution, Régénération des Ressources, le Groupe a poursuivi ses innovations et développements commerciaux en 2023, en ligne avec le programme Impact 2023, et confirme sa très bonne dynamique commerciale et innovante.

- **Régénération : Nouveaux actifs de recyclage du plastique (La Red) en Espagne**

En janvier 2023, Veolia a finalisé l'acquisition du Groupe La Red, en Espagne, spécialisé dans la collecte et la valorisation des déchets banals et le recyclage du plastique.

- **Dépollution : Premier contrat de gestion intégrée des déchets du pays, à Gold Coast, Australie**

Le 9 mars 2023, Veolia a annoncé le gain du contrat de la gestion intégrée des déchets de Gold Coast, deuxième plus grande collectivité territoriale et sixième ville d'Australie. D'une durée initiale de sept ans, le contrat prévoit des options d'extension à dix-huit ans, ce qui représenterait près de 500 millions d'euros pour la durée totale du contrat. Ce nouveau contrat combine la gestion des installations, de récupération et de collecte, et permettra d'optimiser la mise en place des infrastructures actuelles sur l'ensemble de la chaîne de valeur de traitement des déchets. Il permettra de réduire les émissions de carbone d'environ 77 000 tonnes par an.

- **Décarbonation : Veolia devient l'opérateur du premier site de production d'énergie à partir de déchets en Turquie**

Le 20 avril 2023, Veolia a annoncé le gain du contrat d'exploitation et de maintenance de la première usine de valorisation énergétique des déchets de Turquie, la plus grande d'Europe, située à Istanbul. D'une capacité de traitement d'environ 1,1 million de tonnes de déchets ménagers non recyclables par an, l'usine permettra d'économiser près de 1,5 million de tonnes d'émissions de carbone par an, notamment grâce à la production de 560 000 MWh d'électricité, l'équivalent de consommation de 1,4 million d'habitants de la métropole.

- **Décarbonation : Démarrage réussi de la centrale biomasse à Braunschweig, Allemagne**

Au premier trimestre 2023, Veolia a démarré avec succès la centrale biomasse de Braunschweig, qui va produire 800 GWh de chaleur par an et chauffer 68 000 foyers. Avec cette centrale, Veolia a remplacé l'utilisation du charbon par un mix biomasse et gaz, permettant de générer 25 % d'électricité verte et de réduire l'empreinte carbone de 50 %.

- **Régénération : Renouvellement réussi du contrat de distribution d'eau de Lille, France**

En avril 2023, Veolia a renouvelé avec succès le contrat de distribution d'eau de Lille pour une durée de dix ans et un chiffre d'affaires cumulé de 700 millions d'euros (se référer au paragraphe 1.2 pour plus d'informations).

- **Régénération des ressources en eau : Conception de l'usine de dessalement MIRFA 2, à Abu Dhabi**

Le 14 juin 2023, Veolia a annoncé que le Groupe va concevoir à Abu Dhabi l'une des plus grandes usines de dessalement au monde, à la pointe de l'efficacité énergétique. D'une capacité de 550 000 m³/jour, cette usine de dessalement fournira de l'eau potable à environ 210 000 ménages. D'un montant d'environ 300 millions d'euros de chiffre d'affaires pour Veolia, ce projet dont la construction débute en 2023, prévoit une mise en service en 2025.

- **Régénération des ressources en eau : Exploitation de l'usine de traitement d'eau potable de La Mé, Côte d'Ivoire**

Le 21 juin 2023, Veolia a annoncé que le Groupe exploitera avec son partenaire ivoirien PFO Africa l'une des plus grandes usines de production d'eau potable en Afrique de l'Ouest pour une période de quinze ans. L'usine répond à la problématique d'accès à l'eau en traitant les eaux de surface plutôt que de puiser dans les nappes phréatiques. À pleine capacité, l'usine permettra de couvrir les besoins journaliers de 2,4 millions d'habitants d'Abidjan. Ce contrat représente 390 millions d'euros sur quinze ans.

- **Régénération des ressources en eau : Gains de contrats significatifs avec deux nouvelles offres innovantes pour la préservation des ressources en eau, en France**

À Perpignan, Veolia a remporté en juillet 2023 la délégation de service public de l'eau de Perpignan Métropole Méditerranée, ce qui représente 650 millions d'euros de revenus sur douze ans. Ce contrat prévoit des investissements dédiés à la préservation de la ressource en eau, ainsi qu'un objectif de réduction de fuite de 20 % à 12 %. À Strasbourg, le Groupe a également remporté le contrat d'exploitation de la station d'épuration des eaux usées, représentant 150 millions d'euros sur 8 ans.

- **Régénération des ressources en eau : 50 « Reut box » vendues en moins d'un an pour réutiliser les eaux usées en France**

Pionnier de la réutilisation des eaux usées en France, Veolia contribue à l'industrialisation de la réutilisation de l'eau en France, dans un contexte de sécheresse croissante et de raréfaction des ressources.

ⁱ Hors les deux administrateurs représentant les salariés et l'administratrice représentant les salariés actionnaires en application des articles L. 225-27-1 et L. 22-10-7 du Code de commerce.

Une cinquantaine de projets de Reut sont en cours dont la moitié sont installés et équipés de Reut box. Le potentiel à moyen terme de volumes valorisés en Reut pour substituer l'usage d'eau potable est d'environ 1 million de m³/an, avec un potentiel plus fort en littoral. Les territoires littoraux sont prioritaires pour valoriser les eaux usées traitées qui partent en mer et pour contribuer à soulager la pression sur les ressources. Les projets sont contraints d'avancer au rythme des diverses autorisations administratives, qui tiennent compte notamment de paramètres économiques, de milieux et d'usages. La réglementation évolue régulièrement pour élargir les types d'usages du Reut et en pour simplifier l'accès.

■ **Technologies de l'Eau : Ingénierie & Équipement pour une installation de récupération d'eau pour une usine de semi-conducteurs de Samsung, aux États-Unis**

Au deuxième trimestre 2023, Samsung a chargé le Groupe de la conception, l'équipement, l'approvisionnement et la supervision de la mise en service d'une installation de récupération d'eau dans la nouvelle usine de semi-conducteurs, au Texas. Ce contrat comprend le biotraitement, l'ultrafiltration, le traitement Azote et le rejet zéro liquide. Le projet représente 177 millions de dollars américains sur vingt-quatre mois.

■ **Technologies de l'Eau : Ingénierie & Équipement de technologies d'ultrafiltration et de nanofiltration pour Keppel, au Brésil**

Au deuxième trimestre 2023, le groupe singapourien Keppel a chargé Veolia de l'ingénierie et l'équipement de technologies d'ultrafiltration et de nanofiltration éliminant les sulfates et autres polluants de l'eau réinjectés dans les puits de forage, pour deux unités flottantes de production de stockage et de déchargement (FPSO), au Brésil. Ce contrat représente 59 millions de dollars américains sur vingt-quatre mois.

■ **Technologies de l'Eau : La technologie phare HPD® au service du recyclage du lithium en Amérique du Nord et en Corée du Sud**

Au deuxième trimestre 2023, Veolia s'est engagé à fournir sa technologie phare HPD® à deux installations de production d'hydroxyde de lithium, utilisé pour la fabrication de batteries, au Canada et en Corée du Sud. Les procédés HPD® seront également appliqués aux États-Unis à une installation de production de sel de haute pureté dans le cadre d'une importante expansion de l'industrie du chlore et de la soude, composants essentiels à la fabrication de la pâte à papier, du papier et de l'aluminium, ainsi que pour le recyclage des batteries. Ces contrats représentent un chiffre d'affaires cumulé de 181 millions d'euros.

■ **Décarbonation et régénération des ressources : Signature d'un contrat de gestion des déchets de 2 milliards d'euros à Hong Kong**

En octobre 2023, le département de protection de l'environnement (EPD) du gouvernement de Hong Kong a attribué le contrat de conception, de construction et d'exploitation de l'extension du site de valorisation des ressources West New Territories (WENT) à une coentreprise réunissant Veolia et l'État chinois. D'une valeur de plus de 2 milliards d'euros sur vingt ans pour Veolia, partenaire historique de Hong Kong, ce contrat va permettre le traitement de 90 millions de tonnes de déchets non recyclables et d'éviter l'émission de 10 millions de tonnes de CO₂.

■ **Décarbonation et régénération des ressources : Mise en service d'une nouvelle installation de biomasse-RDF, en République tchèque**

Dans le cadre de son plan de sortie du charbon en Europe, le Groupe a mis en service en octobre 2023 une installation de cogénération à Prerov en République tchèque, représentant un investissement de 65 millions d'euros. Cette installation utilise de la biomasse et des combustibles dérivés des déchets (*refuse-derived fuel*) en remplacement du charbon, pour produire la chaleur alimentant le réseau de distribution de chauffage urbain de la ville de Prerov, ainsi que de l'électricité en cogénération. Cette nouvelle installation permettra de réduire les émissions de CO₂ de 111 000 tonnes par an.

■ **Régénération des ressources : Incinération des boues à Saint-Louis, États-Unis**

Veolia, au travers de sa filiale, Veolia Water Technologies and Solutions, a signé un contrat de 154 millions de dollars américains avec Kokosing/Plocher pour fournir sa technologie de pointe en matière d'incinération des boues et de contrôle de la pollution de l'air pour le Metropolitan St. Louis Sewer District.

■ **Décarbonation : Nouveaux contrats d'efficacité énergétique en Italie**

Au troisième trimestre 2023, Veolia a signé deux contrats d'efficacité énergétique significatifs, l'un d'un montant de 153 millions d'euros sur douze ans pour les bâtiments de santé de Cosenza, et l'autre d'un montant de 130 millions d'euros sur quinze ans avec la municipalité de Trieste. Au quatrième trimestre 2023, Veolia a signé des contrats avec la municipalité de Turin d'un montant total de 33 millions d'euros, pour l'Université de Turin et pour le Tribunal de Turin. Au travers de ces contrats, Veolia aidera ses clients à réduire leur empreinte carbone, en mettant en place des sources d'énergies alternatives.

■ **Décarbonation : installation de centrales solaires**

Afin de rendre ses services autonomes en énergie en France, Veolia mise notamment sur l'installation de panneaux photovoltaïques sur ses sites de stockage des déchets en post-exploitation et prévoit d'équiper plus de 40 installations pour une capacité globale de plus de 300 MW d'énergie 100 % locale et renouvelable, l'équivalent de consommation de 130 000 habitants.

1.3.2 Opérations de périmètre

Au 31 décembre 2023, les principales évolutions de périmètre sont les suivantes :

■ **Consolidation de la Lydec (Maroc)**

Au 1^{er} janvier 2023, les autorisations locales nécessaires au transfert des titres Lydec au Nouveau Suez n'ont pu être obtenues rendant caduque la cession prévue par le « SAPA - Share and Asset Purchase Agreement ». En conséquence, les titres Lydec ne sont plus classés en IFRS 5 à compter du 1^{er} janvier 2023.

Parallèlement, la gouvernance de la Lydec a évolué avec la démission effective le 25 janvier 2023 des représentants de Suez (Consortium). Cet événement et les droits et obligations nés du « hold separate », ont entraîné, au sens des IFRS, la consolidation de la contribution de la Lydec à compter de cette même date.

La Société a reçu le 15 juin 2023 une notification de griefs de la part du Conseil de concurrence marocain portant notamment sur le processus de cession avorté de sa participation au Nouveau Suez prévue initialement par le « SAPA – Share and Asset Purchase Agreement ». Le Groupe a adressé son mémoire d'observations en réponse au Conseil de la concurrence marocain le 18 juillet 2023.

Le 13 novembre 2023, le Conseil de la concurrence marocain a accepté la demande de Veolia de bénéficier d'une procédure transactionnelle. Cette dernière implique notamment de proposer au Conseil une solution qui réponde aux préoccupations de concurrence formulées par ce dernier dans un délai se terminant le 15 janvier 2024.

Dans ce cadre, le Groupe poursuit activement ses discussions avec le Conseil de la concurrence marocaine ainsi qu'avec l'Autorité de tutelle afin d'examiner les différents schémas possibles - dont celui de la cession totale ou partielle -, le délai du 15 janvier ayant été étendu afin de permettre aux parties d'aboutir à une solution satisfaisante.

L'analyse menée par le Groupe et ses conseils des différentes décisions rendues n'a pas remis en cause l'analyse du contrôle en IFRS de la Lydec par Veolia au 31 décembre 2023.

Par conséquent, conformément à la norme IFRS 3, les travaux d'allocation du prix d'acquisition ont été finalisés sur l'exercice, se traduisant principalement par la reconnaissance d'un actif incorporel associé au contrat de concession opéré par la Lydec à Casablanca.

■ Acquisition des filiales Reciclados la Red et Banales III (Espagne)

Le 10 janvier 2023, le Groupe a procédé à l'acquisition des filiales Reciclados La Red S.LL et Banales III localisées respectivement à Madrid et Séville pour un montant de 54 millions d'euros. Ces filiales ont pour activité la valorisation et le recyclage du plastique en Espagne.

■ Cession de Advanced Solutions (États-Unis)

Advanced Solutions fournit des services d'infrastructures d'eau et de gestion d'actifs à des clients municipaux et commerciaux à travers les États-Unis. Le 23 février 2023, les filiales opérationnelles ont été cédées pour un montant de 84 millions d'euros.

L'ensemble avait été traité en actifs et passifs destinés à la vente dans les comptes du 31 décembre 2022.

■ Finalisation de la cession des activités de déchets dangereux de Suez (France)

À la suite de l'accord du partenaire en date du 27 janvier 2023, la cession de la dernière partie d'activités par SARPI à Suez a été réalisée pour un montant de 49 millions d'euros.

Cette activité avait été traitée en actifs et passifs destinés à la vente dans les comptes au 31 décembre 2022.

Cette transaction finalise les cessions dans le cadre des remèdes antitrust convenues avec la Commission européenne en matière de concurrence dans le cadre du rapprochement entre Veolia et Suez.

■ Cession des activités O&M WTS (Royaume-Uni)

La cession des activités d'Opérations et Maintenance industrielles de l'eau de Suez au Royaume-Uni, à la SAUR, a été finalisée le 15 février 2023 pour un montant de 15 millions euros.

■ Acquisition de Suez – Paiements finaux au titre du Share and Asset Purchase Agreement (SAPA)

Les montants définitifs au titre des *completion accounts* et du complément de prix restant dus au titre de la transaction 2022 et conformément au SAPA, ont été entérinés par l'accord entre Suez et Veolia Environnement en date du 3 mars 2023 :

- Le montant net au titre des *completion accounts* et des *closing statements* reçu le 24 mars 2023 pour 106 millions d'euros.
- Le montant final du complément de prix reçu le 30 juin 2023 pour 284 millions d'euros.

■ Cession des concessions d'eau italiennes

Le 16 octobre 2023, le Groupe a finalisé la cession des concessions d'eau italiennes dans les régions du Latium et de la Sicile pour un montant de 74 millions d'euros.

■ Acquisition de U.S. Industrial Technologies (Etats-Unis)

Le 31 octobre 2023, le Groupe a finalisé, via sa filiale VES Technical Solutions LLC aux États-unis, l'acquisition de U.S. Industrial Technologies, dont l'activité est le traitement des déchets dangereux, pour un montant de 58 millions d'euros. Cette acquisition permet au Groupe d'élargir ses activités de déchets dangereux aux États-unis et contribue aux objectifs du Groupe de transformation écologique.

1.4 FINANCEMENT DU GROUPE

1.4.1 Évolution de la dette du Groupe

L'endettement financier net au 31 décembre 2023 s'élève à 17 903 millions d'euros. Le niveau de trésorerie au 31 décembre 2023 s'élève à 10 588 millions d'euros.

L'impact de change y compris la variation de juste valeur sur l'endettement financier net s'établit à -58 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Le Groupe dispose de lignes de liquidités pour un total de 5 991 millions d'euros⁽¹⁾, lui permettant ainsi de bénéficier d'une forte position de liquidité nette, qui s'élève à 8 538 millions d'euros au 31 décembre 2023 (la liquidité nette est détaillée dans la section 3.4 *infra*).

Compte tenu d'un solide niveau de trésorerie, le Groupe a décidé de refinancer début mars 2023, ses deux crédits syndiqués (crédit syndiqué historique de 3 milliards d'euros et crédit syndiqué ex-Suez de 2,5 milliards d'euros) avec la mise en place d'un nouveau crédit syndiqué unique, d'un montant de 4,5 milliards d'euros.

Le 13 novembre 2023, Veolia a émis des titres super subordonnés à durée indéterminée à 6 % pour un montant de 600 millions d'euros. L'émission était accompagnée d'une opération de rachat de souche, que les investisseurs ont apporté à hauteur de 397 millions d'euros. À l'issue de cette opération, le stock de dettes hybrides de Veolia s'élève à 3 803 millions d'euros.

1.4.2 Émission des emprunts obligataires

Veolia Environnement n'a pas eu besoin d'émettre de nouvelle dette obligataire au 31 décembre 2023, compte tenu de son niveau suffisant de liquidités pour couvrir ses échéances.

1.4.3 Confirmation de la perspective de crédit

Le 20 avril 2023, Standard and Poor's a confirmé la notation de crédit de Veolia Environnement, A-2/BBB avec une perspective stable. De son côté, Moody's a confirmé, le 28 avril 2023, la notation P-2/Baa1 avec une perspective stable.

1.4.4 Paiement du dividende

L'assemblée générale mixte des actionnaires du 27 avril 2023 a approuvé le versement d'un dividende de 1,12 euro par action au titre de l'exercice 2022, payable en numéraire. Les dividendes 2022 ont été versés à compter du 11 mai 2023 pour un montant total de 787 millions d'euros.

¹ Le Groupe dispose d'une ligne de crédit syndiquée pour 4 500 millions d'euros ainsi que de lignes de crédit bilatérales pour 1 491 millions d'euros.

1.5 PLANS D' ACTIONS GRATUITES ET D' ACTIONS DE PERFORMANCE ET ÉPARGNE GROUPE

Dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe et de l'autorisation de l'assemblée générale mixte des actionnaires, le conseil d'administration a décidé le 3 mai 2023, sur proposition de son comité des rémunérations, d'attribuer à un groupe d'environ 550 bénéficiaires composé de cadres dirigeants, de hauts potentiels et de contributeurs clés du Groupe, y compris la directrice générale, jusqu'à 1 030 848 actions de performance (soit environ 0,2 % du capital pour une autorisation de l'assemblée générale de 0,35 % du capital). L'acquisition définitive de ces actions est soumise à une condition de présence et des conditions de performance. Les détails relatifs à ces Plans figurent au chapitre 3, section 3.4.3 du Document d'enregistrement universel 2023.

Par ailleurs, à l'occasion de l'assemblée générale mixte des actionnaires de Veolia Environnement du 27 avril 2023, la Société a réaffirmé sa volonté d'associer toujours plus étroitement les collaborateurs, tant en France qu'à l'étranger, au développement et à la performance du Groupe en lançant une nouvelle opération d'actionnariat salarié. Le 8 septembre 2023, le Groupe a ainsi annoncé le lancement d'une opération d'actionnariat salarié ouverte à environ 190 000 salariés du Groupe. Le taux de souscription a été proche de 42 %, avec près de 79 000 salariés qui ont choisi de souscrire. Avec cette nouvelle opération, les salariés du Groupe renforcent leur position de premier actionnaire de Veolia en détenant, à date, environ 7,5 % du capital de la Société. Cette opération s'est traduite par une augmentation de capital de près de 222 millions d'euros (prime d'émission incluse). Le règlement-livraison des actions nouvelles à émettre est intervenu le 13 décembre 2023.

Sequoia 2023, tout comme les opérations conduites annuellement depuis 2018, est pleinement en ligne avec la vision de "performance plurielle" de Veolia, qui vise à associer le maximum de ses salariés au développement et à la performance du Groupe.

1.6 ÉVOLUTION DE LA GOUVERNANCE

Dans le cadre du renouvellement annuel du conseil, le conseil d'administration, lors de sa séance du 14 mars 2023, a pris acte que le mandat de trois administrateurs venait à échéance à l'issue de l'assemblée générale du 27 avril 2023 (Mme Maryse Aulagnon, Mme Clara Gaymard et M. Louis Schweitzer) et que Mme Clara Gaymard et M. Louis Schweitzer ne sollicitaient pas le renouvellement de leur mandat à l'issue de ladite assemblée générale. Sur recommandation du comité des nominations, le conseil d'administration, lors de cette même séance, a décidé de proposer à ladite assemblée générale, le renouvellement du mandat d'administrateur de Mme Maryse Aulagnon et la nomination de M. Olivier Andriès, Mme Véronique Bédague et M. Francisco Reynés en qualité d'administrateurs.

L'assemblée générale mixte des actionnaires de Veolia Environnement du 27 avril 2023 :

- a renouvelé le mandat d'administratrice de Mme Maryse Aulagnon ; et
- a nommé Mme Véronique Bédague en qualité d'administratrice ainsi que M. Olivier Andriès et M. Francisco Reynés en qualité d'administrateurs ;

pour une période de quatre années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

À la date du présent rapport de gestion, le conseil d'administration de Veolia Environnement se compose de quatorze administrateurs dont environ 82 % d'administrateurs indépendants (hormis les deux administrateurs représentant les salariés et l'administratrice représentant les salariés actionnaires) et 54,5 %⁽¹⁾ d'administratrices, et un censeur :

- M. Antoine Frérot, *président du conseil d'administration* ;
- Mme Estelle Brachlianoff, *directrice générale* ;
- Mme Maryse Aulagnon*, *vice-présidente et administratrice référente* ;
- M. Olivier Andriès* ;
- Mme Véronique Bédague* ;
- M. Pierre-André de Chalendar* ;
- Mme Isabelle Courville* ;
- Mme Marion Guillou* ;
- M. Franck Le Roux, *administrateur représentant les salariés* ;
- Mme Agata Mazurek-Bąk, *administratrice représentant les salariés actionnaires* ;
- M. Pavel Páša, *administrateur représentant les salariés* ;
- Mme Nathalie Rachou* ;
- M. Francisco Reynés* ;
- M. Guillaume Texier* ;
- M. Enric Amiguet i Rovira, *censeur*.

* Membre indépendant

La composition des comités du conseil est la suivante :

- **Comité des comptes et de l'audit** : Mme Nathalie Rachou (présidente), M. Olivier Andriès, Mme Véronique Bédague, M. Franck Le Roux, Mme Agata Mazurek-Bąk et M. Guillaume Texier.
- **Comité des nominations** : M. Pierre-André de Chalendar (président), Mme Maryse Aulagnon, Mme Isabelle Courville et M. Antoine Frérot.
- **Comité des rémunérations** : Mme Maryse Aulagnon (présidente), M. Olivier Andriès, M. Pierre-André de Chalendar, Mme Marion Guillou et M. Franck Le Roux.
- **Comité recherche, innovation et développement durable** : Mme Isabelle Courville (présidente), Mme Marion Guillou, M. Pavel Páša, M. Francisco Reynés et M. Guillaume Texier. M. Enric Amiguet i Rovira est invité permanent de ce comité.
- **Comité de la raison d'être** : M. Antoine Frérot (président), Mme Maryse Aulagnon, M. Pierre-André de Chalendar, Mme Isabelle Courville, M. Franck Le Roux et Mme Nathalie Rachou.

Pour mener à bien sa mission, la directrice générale est assistée d'un comité exécutif, instance de réflexion, de concertation et de décision de politique générale visant à mettre en œuvre les grandes orientations du Groupe. Le comité est également consulté sur les sujets majeurs de la vie du Groupe.

Le comité exécutif se réunit mensuellement.

À la date du présent rapport de gestion, le comité exécutif est composé de 14 membres :

- Estelle Brachlianoff, directrice générale ;
- Isabelle Calvez, directrice des ressources humaines ;
- Sébastien Daziano, directeur de la stratégie et de l'innovation ;
- Gavin Graveson, directeur de la zone Europe du Nord ;
- Philippe Guitard, directeur de la zone Europe centrale et orientale ;
- Éric Haza, directeur des affaires juridiques ;
- Claude Laruelle, directeur général adjoint en charge des finances, du digital et des achats ;
- Anne Le Guennec, directrice de la zone Technologies de l'eau mondiales ;
- Christophe Maquet, directeur de la zone Asie - Pacifique ;
- Gustavo Miguez, directeur de la zone Ibérie et Amérique latine ;
- Jean-François Nogrette, directeur de la zone France et déchets spéciaux Europe ;
- Laurent Obadia, directeur général adjoint en charge des parties prenantes et de la communication, et conseiller du président ;
- Helman le Pas de Sécheval, secrétaire général ;
- Frédéric Van Heems, directeur de la zone Amérique du Nord.

Par ailleurs, un comité de direction réunit tous les trimestres, l'ensemble des fonctions et géographies du Groupe afin de partager et de s'engager sur les enjeux et les perspectives du Groupe. À la date du présent rapport de gestion, ce comité est composé de 38 membres dont les 14 membres du comité exécutif ; sa composition est accessible sur le site internet de Veolia (www.veolia.com).

¹ Hors les deux administrateurs représentant les salariés et l'administratrice représentant les salariés actionnaires en application des articles L. 225-27-1 et L. 22-10-7 du Code de commerce.

2

INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIÈRES

2 Informations comptables et financières

2.1 CHIFFRES CLÉS

Les chiffres clés du Groupe sont présentés conformément aux nouvelles définitions mises en œuvre depuis la publication des comptes au 31 décembre 2022 concernant l'EBIT courant, le résultat net courant et l'endettement financier net (se référer au chapitre 5.2 - Définitions).

(en millions d'euros)	2022	2023	Variations 2023 / 2022		
			en courant	à change constant	à périmètre et change constants
Chiffre d'affaires	42 885	45 351	5,8 %	8,5 %	9,0 %
EBITDA (1)	6 196	6 543	5,6 %	7,8 %	7,8 %
EBIT Courant (2) (3)	3 062	3 346	9,3 %	11,6 %	13,7 %
Résultat net courant – part du Groupe	1 162	1 335	14,9 %	21,6 %	
Résultat net courant – part du Groupe hors plus ou moins-values de cessions financières nettes d'impôt	1 116	1 316	18,0 %	24,9 %	
Résultat net – part du Groupe	716	937			
Résultat net courant – part du Groupe – par action (non dilué) (1)	1,69	1,89			
Résultat net courant – part du Groupe – par action (dilué) (1)	1,63	1,82			
Dividende par action	1,12	1,25 ⁽⁴⁾			
Investissements industriels nets	-3 089	-3 730			
Free cash-flow net	1 032	1 143			
Endettement financier net à la clôture (5)	-18 138	-17 903			

(1) Les définitions des indicateurs sont indiquées dans la section 5.2 infra.

(2) Y compris la quote-part de résultat net courant des co-entreprises et entreprises associées.

(3) Retraité des amortissements des actifs réévalués, identifiés dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez, soit 226 millions d'euros au 31 décembre 2022 et 217 millions d'euros au 31 décembre 2023, comme défini dans la section 5.2 infra.

(4) Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale du 25 avril 2024.

(5) L'endettement financier net exclut la réévaluation des passifs financiers dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez comme défini dans la section 5.2 infra.

Les principaux impacts de change entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2022 sont les suivants :

Impact change au 31 décembre 2023 (vs au 31 décembre 2022)	%	(en millions d'euros)
Chiffre d'affaires	-2,8 %	-1 187
EBITDA	-2,2 %	-133
EBIT Courant	-2,3 %	-72
Endettement financier net (1)	0,3 %	-58

(1) Y compris variation de juste valeur.

2.2 CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE

2.2.1 Chiffre d'affaires par segment opérationnel

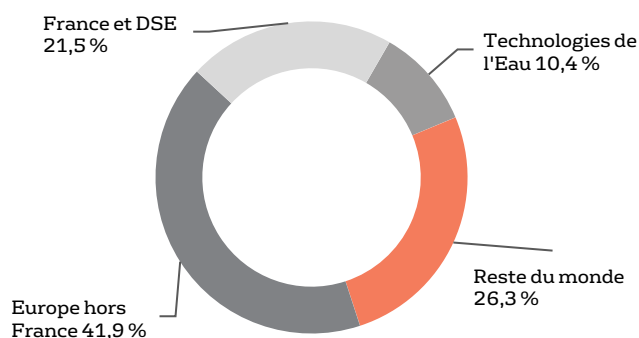
Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 45 351 millions d'euros au 31 décembre 2023, contre 42 885 millions d'euros au 31 décembre 2022. Tous les segments opérationnels sont en croissance en 2023.

(en millions d'euros)	2022	2023	en courant	Variations 2023 / 2022	
				à change constant	à périmètre et change constants
France et déchets spéciaux Europe	9 666	9 726	0,6 %	0,6 %	1,4 %
Europe hors France	17 850	19 000	6,4 %	5,9 %	11,6 %
Reste du monde	11 196	11 907	6,3 %	14,6 %	10,0 %
Technologies de l'Eau	4 561	4 707	3,2 %	11,1 %	12,1 %
Autres (1)	-388	12	-	-	-
GROUPE	42 885	45 351	5,8 %	8,5 %	9,0 %

(1) Pour l'année 2022, le chiffre d'affaires a été retraité de la période du 1^{er} au 17 janvier, correspondant à la période pré-acquisition de Suez par Veolia, pour -400 millions d'euros.

La répartition du chiffre d'affaires 2023 par segment opérationnel est la suivante :

Chiffre d'affaires au 31 décembre 2023 :
45 351 M€



Par rapport au 31 décembre 2022, le chiffre d'affaires 2023 progresse de 9,0 % à périmètre et change constants. Il est en forte progression sur les segments hors France et en croissance modérée sur la France et Déchets Spéciaux Europe :

- Technologies de l'Eau +12,1 % ;
- Europe hors France +11,6 % ;
- Reste du monde +10,0 %, et ;
- France et déchets spéciaux Europe +1,4 %.

Le chiffre d'affaires de **France et déchets spéciaux Europe** s'élève à 9 726 millions d'euros et affiche une croissance organique de +1,4 % comparé au 31 décembre 2022 :

- Le chiffre d'affaires de **l'Eau France** de 3 006 millions d'euros progresse de +1,0 %, principalement grâce à l'effet positif des révisions tarifaires de +6,2 %, qui compense le retour en régie des Eaux du Grand Lyon et des volumes en baisse de -2,8 % en raison d'un effet climat défavorable.

- Le chiffre d'affaires de l'activité **Déchets France** s'élève à 2 909 millions d'euros et varie de +0,7 % : la baisse des prix des recyclats (baisse du COPACEL de -49 % par rapport à 2022) et la pression sur les volumes sont compensés par les révisions tarifaires et la progression des ventes d'électricité. Hors prix des recyclats, le chiffre d'affaires progresse de +5,4 %.

- Le chiffre d'affaires de l'activité **déchets spéciaux Europe** s'élève à 2 125 millions d'euros, en léger retrait de -0,8 % impacté principalement par la baisse du cours des huiles, mais compensé par l'augmentation des tarifs contractuels dans les activités de traitement des déchets dangereux et maintenance assainissement.

- La **SADE** est en progression de +5,2 %, grâce à une activité commerciale dynamique en France.

Le chiffre d'affaires de **l'Europe hors France** atteint 19 000 millions d'euros au 31 décembre 2023 en croissance organique de +11,6 %.

- En **Europe centrale et orientale**, le chiffre d'affaires s'établit à 11 360 millions d'euros, en croissance de +19,1 %. La zone affiche une activité particulièrement dynamique, portée par l'augmentation des prix de l'électricité et les révisions tarifaires obtenues sur la chaleur (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie et Allemagne), malgré un effet climat défavorable (-159 millions d'euros).

- En **Europe du Nord**, le chiffre d'affaires de 4 043 millions d'euros progresse de +5,2 %. Cette augmentation s'explique principalement par l'évolution du chiffre d'affaires au **Royaume-Uni**, en hausse de +5,5 % à périmètre et change constants, notamment en raison de l'indexation des tarifs, de l'effet favorable des prix d'électricité sur l'incinération et d'un bon développement commercial dans la collecte de déchets.

- En **Ibérie**, le chiffre d'affaires s'élève à 2 603 millions d'euros et progresse de +6,6 %, tiré en particulier par l'activité Eau en Espagne, qui bénéficie d'une bonne dynamique des activités de travaux et d'augmentations tarifaires partiellement compensées par une légère baisse des volumes (-0,8 % par rapport à 2022), impactés par les conditions climatiques défavorables.

- **L'Italie** génère un chiffre d'affaires de 994 millions d'euros, en diminution de -12,5 %, principalement en raison de la baisse des prix des services énergétiques, sans impact sur la marge du fait de la baisse parallèle des coûts d'achat de l'énergie.

Le chiffre d'affaires du **Reste du monde** atteint 11 907 millions d'euros, en croissance organique de +10,0 %, en progression sur l'ensemble des géographies :

- Le chiffre d'affaires s'élève à 1 832 millions d'euros en **Amérique latine** et augmente de +30,3 %, portée notamment par les effets de l'hyperinflation qui affecte l'Argentine (compensés par ailleurs par la dévaluation du peso argentin), ainsi que par les activités Eau au Chili qui bénéficient de l'effet des révisions tarifaires.
- En **Afrique Moyen-Orient**, l'activité génère 2 213 millions d'euros de chiffre d'affaires, en augmentation de +10,0 %, tirée principalement par le gain de nouveaux contrats dans les déchets (Istanbul en Turquie), le démarrage de nouvelles installations dans l'eau (Djeddah, en Arabie Saoudite), la croissance des services énergétiques au Moyen Orient, ainsi que la progression des contrats d'eau au Maroc bénéficiant de volumes en légère hausse.
- En **Amérique du Nord**, le chiffre d'affaires s'établit à 3 347 millions d'euros, en hausse de +5,8 %. L'activité Déchets dangereux affiche une très bonne année avec une croissance de +6,4 %, avec des volumes en hausse et des tarifs en augmentation. L'activité Eau bénéficie de hausses tarifaires, qui font mieux que compenser une baisse des volumes sur l'activité « eau régulée » de -1,7 %, impactés

par les conditions climatiques défavorables (sans impact sur la marge).

- Le chiffre d'affaires en **Asie** s'élève à 2 540 millions d'euros, en progression de +4,6 %, principalement porté par Hong Kong (+16,1 %), Taïwan (+11,9 %) et le Japon (+4,8 %). La Chine se stabilise.
- Dans le **Pacifique**, le chiffre d'affaires de 1 975 millions d'euros est en hausse de +6,4 %, principalement grâce à l'effet des révisions tarifaires et des gains commerciaux sur l'activité Déchets (en particulier la ville de Gold Coast), ainsi qu'à une bonne performance commerciale de la maintenance industrielle.

L'activité **Technologies de l'Eau** génère un chiffre d'affaires de 4 707 millions d'euros, en progression de +12,1 %, portée par la croissance de WTS dans les activités Systèmes d'Ingénierie et Solutions Chimiques, ainsi que par la croissance de VWT dans ses activités Services et Technologies. Le montant de prise de commandes de l'activité Technologies de l'Eau⁽¹⁾ enregistré au 31 décembre 2023 s'élève à 3 490 millions d'euros, en forte augmentation par rapport au 31 décembre 2022 (2 662 millions d'euros), soit une hausse de 31,1 %.

¹ Pour les activités Projets et Produits.

2.2.2 Chiffre d'affaires par métier

Par rapport au 31 décembre 2022, le chiffre d'affaires par métier est en croissance de +9,0 % à change et périmètre constants, porté principalement par :

- la forte croissance de l'**Énergie** de +19,9 % tirée par l'augmentation des prix de l'électricité et des révisions tarifaires sur les ventes de chaleur, reflétant la hausse du coût des énergies achetées ;

- la progression des activités **Eau** en hausse de +7,5 % grâce à l'effet des indexations tarifaires des contrats dans l'ensemble des géographies, ainsi que la croissance des activités Technologie et Construction (+10,8 %) ;

- la croissance de l'activité **Déchets** de +3,4 % en raison de révisions tarifaires favorables, qui compensent l'impact de la baisse des prix des recyclats.

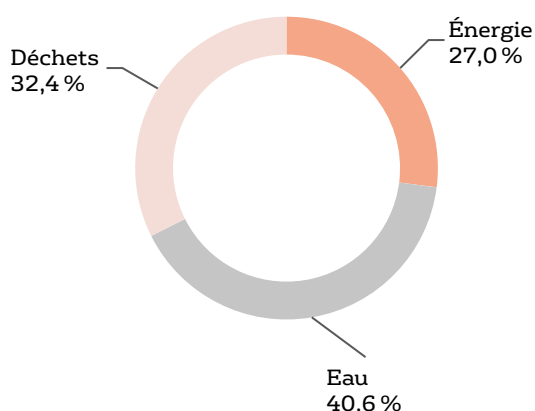
(en millions d'euros)	2022	2023	en courant	Variations 2023 / 2022	
				à change constant	à périmètre et change constants
Eau	17 238	18 409	6,8 %	9,7 %	7,5 %
dont Eau exploitation (1)	11 649	12 627	8,4 %	9,7 %	5,9 %
dont Technologie et Construction	5 589	5 782	3,5 %	9,9 %	10,8 %
Déchets (1)	15 795	14 683	-7,0 %	-2,8 %	3,4 %
Énergie (1)	10 253	12 260	19,6 %	19,7 %	19,9 %
Autres (2)	-400	-	-	-	-
GROUPE	42 885	45 351	5,8 %	8,5 %	9,0 %

(1) Pour l'année 2022, des reclassements ont été effectués pour 1 022 millions d'euros de l'Eau exploitation vers l'Énergie, et de 7 millions d'euros des Déchets vers l'Énergie, correspondant principalement au chiffre d'affaires de Braunschweiger Versorgungs-AG (BVAG), en Allemagne.

(2) Pour l'année 2022, le chiffre d'affaires a été retraité de la période du 1^{er} au 17 janvier, correspondant à la période pré-acquisition de Suez par Veolia, pour -400 millions d'euros.

La répartition du chiffre d'affaires par métiers au 31 décembre 2023 est la suivante :

Chiffre d'affaires au 31 décembre 2023 : 45 351 M€



Les principales variations de chiffre d'affaires par métier à périmètre et change constants par rapport au 31 décembre 2022 s'analysent comme suit.

Chiffre d'affaires Eau

Le chiffre d'affaires de l'activité **Eau** progresse de +7,5 %. Le chiffre d'affaires de l'**Eau Exploitation** progresse de +5,9 %, avec des hausses tarifaires sur l'ensemble des géographies, un fort développement commercial en Afrique Moyen-Orient, et un bon niveau d'activité travaux, malgré des volumes impactés par des conditions climatiques défavorables en France, en Espagne et aux États-Unis.

Le chiffre d'affaires **Technologie et Construction** est en progression de +10,8 %, porté principalement par les activités Technologies de l'Eau.

Chiffre d'affaires Déchets

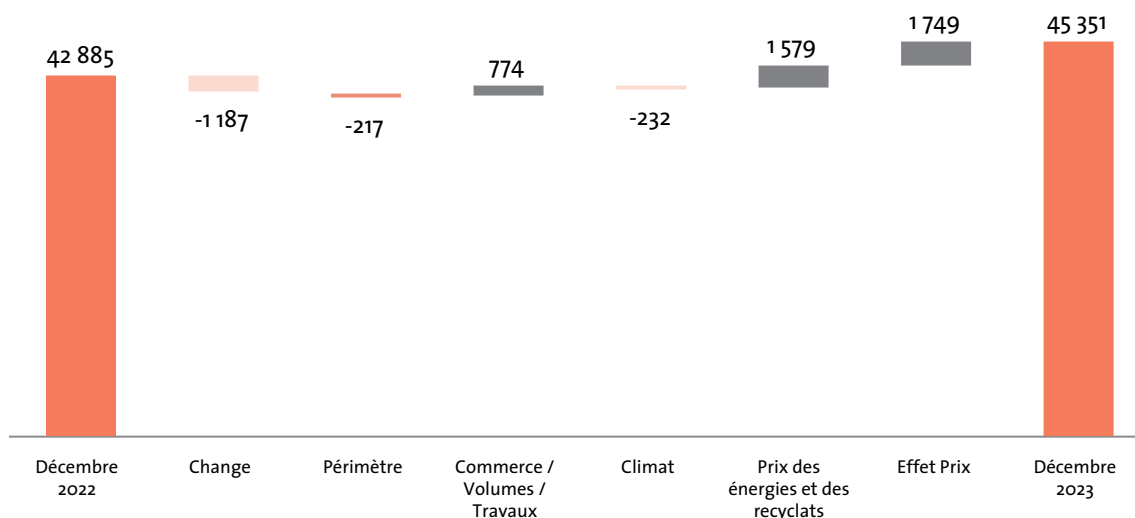
Le chiffre d'affaires de l'activité **Déchets** progresse de +3,4 %, et de +5,9 % hors variation des prix des recyclats. Il bénéficie de révisions tarifaires favorables (+5,2 %), qui viennent compenser l'impact de la baisse du prix des matières recyclées (-2,5 % sur le chiffre d'affaires) constatée en France, en Allemagne et en Europe du Nord. L'effet commerce/volume/travaux est légèrement positif (+0,1 %), marqué par des volumes résilients, avec une baisse en Europe (notamment en France et en Allemagne) compensée par le reste du monde et une bonne activité commerciale en Australie et au Royaume Uni.

Chiffre d'affaires Énergie

Le chiffre d'affaires de l'activité **Énergie** est en progression de +19,9 %. La forte croissance de l'activité repose sur des effets prix positifs (+18,5 %), principalement en Europe centrale et orientale, ainsi que sur le démarrage de nouveaux projets (site de cogénération à partir de biomasse en Allemagne, reprise du réseau de chaleur de Tachkent en Ouzbékistan) et sur la forte croissance des Services de flexibilité en électricité (support au réseau). L'effet climat, défavorable sur 2023, s'élève à -1,5 % sur le chiffre d'affaires.

2.2.3 Analyse de la variation du chiffre d'affaires Groupe

La croissance du chiffre d'affaires s'élève à +9,0 % à périmètre et change constant, et à +4,4% hors prix des énergies. Elle peut s'analyser comme suit :



L'effet change de -1 187 millions d'euros (-2,8 %) reflète principalement la variation des devises argentine, australienne, américaine, chinoise et britannique, partiellement compensée par une amélioration sur les devises polonaise et tchèque¹.

L'effet périmètre de -217 millions d'euros comprend principalement l'impact des remèdes requis par la Commission européenne et l'autorité de la concurrence anglaise (*Competition Market Authority*), réalisés en 2022 dans le cadre de l'acquisition de Suez, ainsi que l'impact de la cession d'Advanced Solutions (États-Unis), réalisée le 23 février 2023. Ces effets négatifs sont compensés principalement par l'ajustement des 17 premiers jours de l'année 2022 du périmètre Suez avant la prise de contrôle (+400 millions d'euros), ainsi que par l'entrée de périmètre de la Lydec (Maroc).

L'effet Commerce / Volumes / Travaux s'élève à +774 millions d'euros (+1,8 %) porté par une bonne dynamique commerciale, la progression des travaux réalisés, le démarrage de nouveaux projets (site de cogénération à partir de biomasse en Allemagne, reprise du réseau de chaleur de Tashkent en Ouzbékistan), ainsi que par la croissance des activités Technologies de l'Eau.

L'effet climat s'élève à -232 millions d'euros (-0,5 %), essentiellement sur l'Europe centrale et orientale dont l'activité énergie est impactée par un hiver plus doux qu'en 2022, ainsi que des conditions climatiques défavorables en France, en Espagne et aux États Unis, qui ont impacté les consommations d'eau au cours de l'été.

L'impact du prix des énergies et des recyclats s'élève à +1 579 millions d'euros (+3,7 %), sous l'effet de la hausse des tarifs de chaleur et d'électricité (+1 978 millions d'euros) principalement en Europe centrale et orientale. Cette hausse est partiellement compensée par une baisse des prix des recyclats qui provient de l'ensemble des matières et impacte principalement l'Europe du Nord, la France et l'Allemagne.

Les effets prix favorables représentent +1 749 millions d'euros et sont principalement liés aux révisions tarifaires évaluées à +5,2 % dans les déchets, et +4,4 % dans l'eau.

¹ Principaux impacts change par devises : peso argentin (-647 millions d'euros), dollar australien (-145 millions d'euros), dollar américain (-133 millions d'euros), yuan chinois (-87 millions d'euros), et livre sterling (-59 millions d'euros), compensés par le zloty polonais (+94 millions d'euros) et la couronne tchèque (+51 millions d'euros).

2.3 EBITDA DU GROUPE

Au 31 décembre 2023, l'EBITDA consolidé du Groupe s'élève à 6 543 millions d'euros contre 6 196 millions d'euros au 31 décembre 2022. L'EBITDA est en croissance de +7,8 % par rapport au 31 décembre 2022 à périmètre et change constants. Cette croissance de l'EBITDA est supérieure à celle du chiffre d'affaires retraitée de la variation des prix de l'énergie, traduisant un fort effet de levier opérationnel. En 2023, les programmes d'efficacité opérationnelle ont généré 389 millions d'euros et le plan de synergies dans le cadre de l'intégration de Suez, 168 millions d'euros en avance par rapport à l'objectif.

2.3.1 EBITDA par segment opérationnel

(en millions d'euros)	2022	2023	en courant	Variations 2023 / 2022	
				à change constant	à périmètre et change constants
France et déchets spéciaux Europe	1 418	1 338	-5,6 %	-5,7 %	-5,2 %
Europe, hors France	2 373	2 599	9,5 %	9,0 %	13,7 %
Reste du monde	1 831	1 925	5,1 %	11,3 %	7,1 %
Technologies Eau	496	534	7,5 %	14,5 %	17,0 %
Autres (1)	78	148	-	-	-
GROUPE	6 196	6 543	5,6 %	7,8 %	7,8 %

(1) Pour l'année 2022, l'EBITDA a été retraité de la période du 1^{er} au 17 janvier, correspondant à la période pré-acquisition de Suez par Veolia, pour -49 millions d'euros.

Par rapport au 31 décembre 2022, l'EBITDA 2023 par segment opérationnel évolue comme suit :

- Technologies de l'Eau +17,0 % ;
- Europe hors France +13,7 % ;
- Reste du monde +7,1 %, et ;
- France et déchets spéciaux Europe -5,2 %.

La **France et déchets spéciaux Europe** présente un EBITDA de 1 338 millions d'euros. Son évolution de -5,2 % comparée au 31 décembre 2022 à périmètre et change constants s'explique principalement par des prix des recyclats en baisse et un effet climat défavorable sur les volumes d'eau, en partie compensés par les plans d'actions d'efficacité opérationnelle.

L'EBITDA de l'**Europe hors France** s'élève à 2 599 millions d'euros. Il affiche une croissance organique de 13,7 % comparé au 31 décembre 2022, porté par des prix des énergies élevés et des gains en matière de flexibilité et de services de soutien dans l'énergie en Europe centrale et orientale, et par les hausses tarifaires dans l'eau.

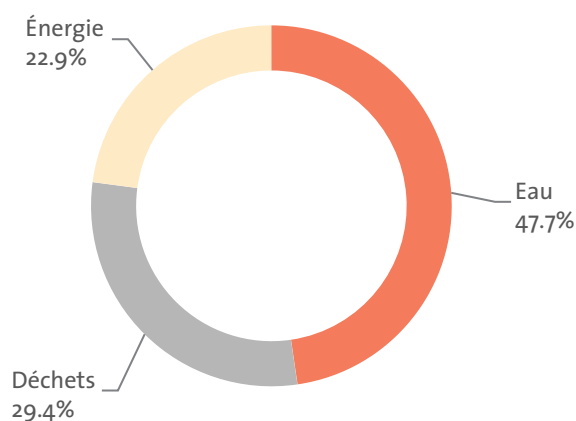
Le **Reste du monde** affiche un EBITDA de 1 925 millions d'euros et une croissance organique de 7,1 % comparé au 31 décembre 2022, grâce à l'Amérique du Nord, l'Afrique Moyen Orient et le Pacifique.

Les **Technologies de l'Eau** génèrent un EBITDA de 534 millions d'euros et affichent une croissance organique de 17,0 % comparé au 31 décembre 2022, portées par l'ensemble de leurs activités systèmes d'ingénierie, solutions chimiques et services et technologies.

2.3.2 EBITDA par métier

La répartition de l'EBITDA par métiers au 31 décembre 2023 est la suivante :

EBITDA au 31 décembre 2023 : 6 543 M€



Les principales variations de l'EBITDA par métier à périmètre et change constants par rapport au 31 décembre 2022 s'analysent comme suit :

EBITDA Eau

L'EBITDA de l'activité **Eau** s'élève à 3 122 millions d'euros. Il progresse de +5,4 % à périmètre et change constants par rapport au 31 décembre 2022, porté principalement par les activités **Technologies de l'Eau**. Dans l'**Eau Exploitation**, l'EBITDA bénéficie des gains d'efficacité et synergies générés en 2023 qui permettent de compenser les effets climatiques impactant les volumes.

EBITDA Déchets

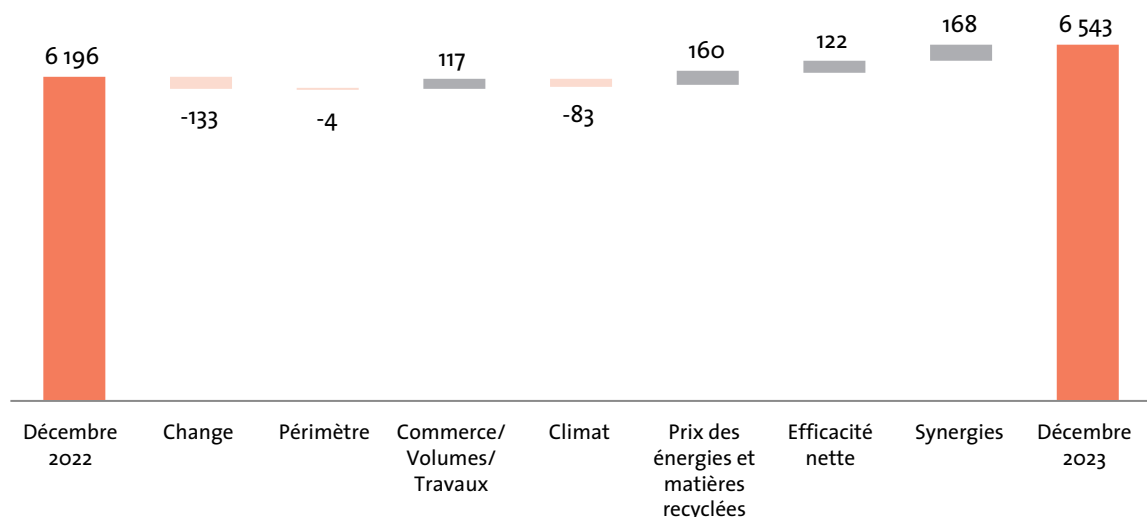
L'EBITDA de l'activité **Déchets** s'élève à 1 924 millions d'euros. Il est en croissance de +1,0 % à périmètre et change constants par rapport au 31 décembre 2022, hors variation des prix des recyclats, bénéficiant des gains d'efficacité et des synergies dégagés sur 2023 et d'une activité soutenue dans les déchets dangereux, notamment aux États-Unis.

EBITDA Énergie

L'EBITDA de l'activité **Énergie** s'élève à 1 497 millions d'euros. Il est en forte croissance de +35,3 %, à périmètre et change constants, par rapport au 31 décembre 2022, bénéficiant des hausses des prix des énergies, d'un meilleur rendement énergétique des installations de cogénération, ainsi que du démarrage de nouveaux projets (site de cogénération à partir de biomasse en Allemagne, reprise du réseau de chaleur de Tachkent en Ouzbékistan) et de la forte croissance des services de flexibilité en électricité (support au réseau).

2.3.3 Analyse de la variation de l'EBITDA Groupe

Par effet, l'évolution de l'EBITDA entre 2022 et 2023 peut s'analyser comme suit :



L'**impact change** sur l'EBITDA s'élève à -133 millions d'euros (-2,2 %). Il reflète principalement une dépréciation des devises argentine, américaine, australienne, chinoise et britannique, partiellement compensée par une appréciation des devises polonaise et tchèque⁽¹⁾.

L'**effet périmètre** de -4 millions d'euros comprend principalement l'impact des remèdes requis par la Commission européenne et l'autorité de la concurrence anglaise (*Competition Market Authority*) réalisés en 2022 dans le cadre de l'acquisition de Suez, ainsi que l'impact de la cession de Advanced Solutions (États-Unis), réalisée le 23 février 2023. Ces effets négatifs sont compensés par l'ajustement de l'EBITDA des 17 premiers jours de l'année 2022 du périmètre Suez, avant la prise de contrôle (+49 millions d'euros), ainsi que par l'entrée de périmètre de la Lydec (Maroc).

Les **effets Commerce / Volumes / Travaux** sont favorables à hauteur de +117 millions d'euros et résultent de l'effet positif sur le chiffre d'affaires.

L'**impact climat** est de -83 millions d'euros principalement sur l'Europe centrale et orientale, affectée par un hiver plus doux qu'en 2022, ainsi que des conditions climatiques défavorables en France, en Espagne et aux États Unis, qui ont impacté les consommations d'eau au cours de l'été.

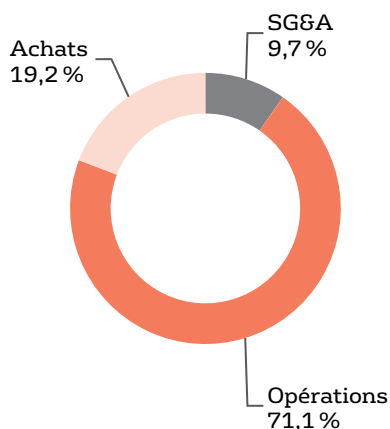
Les **prix des énergies et matières recyclées** ont un impact net favorable sur l'EBITDA à hauteur de +160 millions d'euros, lié principalement à la hausse des prix de vente de l'énergie nette de la hausse des coûts d'achat, qui compense l'impact défavorable des prix des matières recyclées (-88 millions d'euros) en France, en Europe du Nord et en Allemagne.

L'**efficacité** nette des gains partagés avec les clients, des renégociations de contrats et d'effets de décalage sur la répercussion des coûts génère 122 millions d'euros d'EBITDA supplémentaires en 2023.

¹ Principaux impacts de change par devises : peso argentin (-59 millions d'euros), dollar américain (-23 millions d'euros), dollar australien (-18 millions d'euros), yuan chinois (-16 millions d'euros) et livre sterling (-9 millions d'euros), compensés par couronne tchèque (+12 millions d'euros), et zloty polonais (+8 millions d'euros).

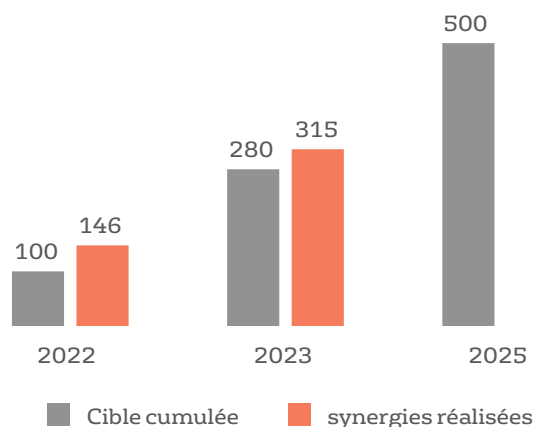
Le **plan d'efficacité** contribue à hauteur de 389 millions d'euros en 2023, supérieur à l'objectif annuel fixé à 350 millions d'euros. Il porte principalement sur l'efficacité opérationnelle (à hauteur de 71 %) et les achats (19 %), et concerne l'ensemble des géographies : la France et les déchets spéciaux Europe (26 %), l'Europe hors France (39 %), le Reste du monde (28 %), et les Technologies de l'Eau (6 %).

Plan d'efficacité : 389 M€



Les **synergies** réalisées suite à l'intégration de Suez en 2023 s'élevaient à 168 millions d'euros. Cumulées aux synergies déjà réalisées en 2022, elles s'élevaient à 315 millions d'euros, supérieures à l'objectif de 280 millions d'euros cumulés à fin 2023, en particulier grâce aux économies d'échelles réalisées sur les achats.

Synergies cumulées : 315 M€



2.4 AUTRES ÉLÉMENTS DU COMPTE DE RÉSULTAT

2.4.1 EBIT courant

L'**EBIT courant** du Groupe au 31 décembre 2023 s'établit à 3 346 millions d'euros, en progression à périmètre et change constants de +13,7 % par rapport au 31 décembre 2022. Les éléments de passage de l'EBITDA à l'EBIT courant sont les suivants :

(en millions d'euros)	2022	2023
EBITDA	6 196	6 543
Dépenses de renouvellement	-303	-303
Amortissements (1)	-3 025	-3 060
Provisions, plus ou moins values de cessions et autres	68	43
Quote-part du résultat net courant des co-entreprises et entreprises associées	127	123
EBIT Courant	3 062	3 346

(1) Y compris remboursement des actifs financiers opérationnels, hors allocation du prix d'acquisition de Suez.

La progression de l'EBIT courant par rapport au 31 décembre 2022 à périmètre et change constants s'élève à +420 millions d'euros (+13,7 %), et s'explique principalement par :

- une forte croissance de l'EBITDA (+485 millions d'euros à périmètre et change constants) ;
- une hausse des amortissements⁽¹⁾, y compris le remboursement des actifs financiers opérationnels (-60 millions d'euros à périmètre et change constants). Hors remboursement des actifs financiers opérationnels, les amortissements s'élevaient à 2 827 millions d'euros et sont stables à périmètre et change constants ;
- une baisse des provisions nettes des plus-values de cessions (-37 millions d'euros à périmètre et change constants), qui s'explique principalement par la diminution des plus-values de cessions (-71 millions d'euros), compensée en partie par les reprises de provisions sur les retraites, notamment liées à la réforme des retraites en France ;

- une hausse de la quote-part de résultat net sur les co-entreprises de +21 millions d'euros à périmètre et change constants. Cette hausse est compensée par un effet périmètre de -20 millions d'euros, principalement lié à la cession des activités de Suez au Royaume-Uni.

L'effet change sur l'EBIT courant est négatif de -72 millions d'euros et reflète principalement la variation des devises argentine (-34 millions d'euros), américaine (-15 millions d'euros), australienne (-10 millions d'euros), chinoise (-7 millions d'euros) et britannique (-6 millions d'euros), partiellement compensée par une appréciation des devises hongroise (+6 millions d'euros) et tchèque (+5 millions d'euros).

¹ Hors allocation du prix d'acquisition de Suez.

Par rapport au 31 décembre 2022, l'EBIT courant 2023 par segment opérationnel évolue comme suit :

(en millions d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2023	en courant	Variation 2023 / 2022	
				à change constant	à périmètre et change constants
France et déchets spéciaux Europe	495	428	-13,4 %	-13,6 %	-15,1 %
Europe, hors France	1 233	1 440	16,8 %	15,8 %	22,4 %
Reste du monde	1 004	982	-2,2 %	3,3 %	1,1 %
Technologies de l'Eau	364	420	15,4 %	23,6 %	30,0 %
Autres (1)	-34	75	-	-	-
Groupe	3 062	3 346	9,3 %	11,6 %	13,7 %

(1) Pour l'année 2022, l'EBIT courant a été retraité de la période du 1^{er} au 17 janvier, correspondant à la période pré-acquisition de Suez par Veolia, pour -11 millions d'euros.

2.4.2 Résultat financier

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2023
Coût de l'endettement financier net courant (1)	-707	-626
Dividendes reçus	10	3
Résultat de change et variations de juste valeur	-168	-79
Autres	-228	-274
Autres revenus et charges financiers courants (2)	-386	-350
Plus ou moins-value de cessions financières (3)	70	11
Résultat financier courant (1)+(2)+(3)	-1 023	-966
Autres revenus et charges financiers non courants et impact réévaluation des passifs financiers	186	-12
Résultat financier	-837	-978

Le **résultat financier** au 31 décembre 2023 s'élève à -978 millions d'euros contre -837 millions d'euros au 31 décembre 2022. Sa dégradation de -141 millions d'euros s'explique notamment par la baisse du résultat financier non courant.

■ Le **résultat financier courant** s'élève à -966 millions d'euros au 31 décembre 2023 contre -1 023 millions d'euros au 31 décembre 2022. Il inclut le **coût de l'endettement financier net courant**, en baisse de 81 millions d'euros, à -626 millions d'euros au 31 décembre 2023 contre -707 millions d'euros au 31 décembre 2022. Cette baisse du coût de l'endettement du Groupe est principalement liée à une augmentation du produit de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des actifs liquides, suite à la remontée des taux d'intérêts.

Hors impact IFRS 16, le taux de financement du Groupe s'établit ainsi à 3,68 % au 31 décembre 2023 contre 3,87 % au 31 décembre 2022 (respectivement 3,59 % versus 3,70 % incluant IFRS 16).

Par ailleurs, les **autres revenus et charges financiers courants** s'élèvent à -350 millions d'euros au 31 décembre 2023 contre -386 millions d'euros au 31 décembre 2022. La variation du résultat de change et variations de juste valeur s'explique principalement par la diminution de l'effet inflation sur la dette de la filiale chilienne.

Le poste "Autres revenus et charges financiers courants" est composé des charges de désactualisation des provisions, des charges d'intérêts sur passifs du domaine concédé et les intérêts sur dettes locatives IFRS 16.

■ Le **résultat financier non courant** pour -12 millions d'euros comprend notamment la dépréciation de prêts actionnaires en Europe du Nord pour -44 millions d'euros, les coûts engagés dans le contexte d'une réorganisation juridique au Canada pour -32 millions d'euros, ainsi que les intérêts payés dans le cadre d'un litige en Lituanie pour -17 millions d'euros, compensés par l'impact de la réévaluation des passifs financiers pour 78 millions d'euros.

Au 31 décembre 2022, le résultat financier non courant comprenait principalement la plus-value de cession d'une partie des activités de Déchets dangereux en France réalisée dans le cadre des réformes de l'acquisition de Suez requis par la Commission européenne.

2.4.3 Charge d'impôt courante

La charge d'impôt courante s'élève à -599 millions d'euros au 31 décembre 2023, contre -514 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Le taux d'impôt courant au 31 décembre 2023 s'élève à 26,5 % contre 26,9 % au 31 décembre 2022.

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2022	31 décembre 2023
Résultat avant impôt - Eléments courants (a)	2 039	2 380
Dont quote-part de résultat net des co-entreprises et entreprises associées (b)	127	123
Résultat avant impôt retraité - Eléments courants : (c)=(a)-(b)	1 912	2 257
Charge d'impôt retraitée (d) (1)	-514	-599
TAUX D'IMPOT RETRAITE SUR LES ELEMENTS DU COMPTE DE RESULTAT (d)/(c)	26,9 %	26,5 %

(1) Charge d'impôt retraitée des dotations aux amortissements des actifs réévalués et de la réévaluation des passifs financiers dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez comme défini dans la section 5.2 infra.

2.4.4 Résultat net courant / Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère

Le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère est de 937 millions d'euros au 31 décembre 2023 contre 716 millions d'euros au 31 décembre 2022 :

- Le résultat net courant attribuable aux propriétaires de la société mère s'établit à 1 335 millions d'euros au 31 décembre 2023 contre 1 162 millions d'euros au 31 décembre 2022. Hors plus ou moins-values de cessions financières nettes d'impôts et minoritaires, le résultat net courant attribuable aux propriétaires de la société mère s'élève à 1 316 millions d'euros au 31 décembre 2023, contre 1 116 millions d'euros au 31 décembre 2022 ;
- La part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle représente 397 millions d'euros au 31 décembre 2023, contre 282 millions d'euros au 31 décembre 2022, et suit la progression du résultat net des activités du Groupe, en particulier en Europe centrale et orientale et au Chili.

La formation du résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère est la suivante :

(en millions d'euros)	2022			2023		
	Courant	Non courant & impact allocation du prix de Suez (*)	Total	Courant	Non courant & impact allocation du prix de Suez (*)	Total
EBIT	3 062	-729	2 333	3 346	-499	2 847
Coût de l'endettement financier net	-707	75	-633	-626	87	-539
Autres revenus et charges financiers	-316	111	-205	-340	-99	-439
Résultat avant impôts	2 039	-543	1 496	2 380	-511	1 869
Charge d'impôts sur les sociétés	-514	94	-420	-599	88	-511
Résultat net des activités non poursuivies	0	-79	-79	-	-24	-24
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-363	81	-282	-446	49	-397
RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	1 162	-446	716	1 335	-398	937

* Y compris les éléments non courants, ainsi que les dotations aux amortissements des actifs réévalués et la réévaluation des passifs financiers dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez comme défini dans la section 5.2 infra.

Le tableau de passage de l'EBIT courant au résultat opérationnel, tel qu'il figure au compte de résultat, est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2022	31 décembre 2023
EBIT Courant	3 062	3 346
Pertes de valeur sur goodwill et goodwills négatifs	-69	-2
Dotations nettes aux provisions non courantes	-23	15
Coûts de restructuration	-116	-76
Amortissements, provisions et pertes de valeurs nettes non courantes sur actifs corporels, incorporels, AFOs et autres charges	-435	-425
Coûts d'acquisition de titres avec ou sans prise de contrôle	-87	-10
Total des éléments non courants	-729	-499
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT NET DES ENTITÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	2 333	2 847

- Les coûts de restructuration concernent principalement la holding, la France et l'Ibérie.
- Les amortissements, provisions et pertes de valeurs nettes non courantes sur actifs corporels, incorporels, actifs financiers opérationnels et autres charges non courantes incluent:
 - les amortissements des actifs réévalués dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez pour -217 millions d'euros au 31 décembre 2023, contre -226 millions d'euros au 31 décembre 2022,
 - les coûts d'intégration du périmètre Suez (actions de migrations des systèmes informatiques vers des plateformes communes, de rebranding et d'accompagnement sur l'évolution de l'organisation) pour -100 millions d'euros,
 - des provisions pour dépréciations d'actifs, notamment en Chine (-20 millions d'euros),
 - les coûts comptabilisés dans le cadre du litige en Lituanie, suite à la décision définitive rendue dans l'arbitrage devant la Chambre de Commerce de Stockholm ("SCC") pour -18 millions d'euros (hors intérêts mais compensée par une reprise de provision de 19 millions d'euros),
 - des coûts encourus dans le litige Flint aux États-Unis (-22 millions d'euros) suite à l'accord transactionnel conclu entre les parties début février 2024 dans le cadre de l'action de groupe partielle ("issues class action").

3

FINANCEMENT

3 Financement

3.1 ÉVOLUTION DU FREE CASH-FLOW ET DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

Le free cash-flow net avant investissements financiers et dividendes s'établit à +1 143 millions d'euros au 31 décembre 2023 en amélioration de +111 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2022 (+1 032 millions d'euros).

L'évolution du free cash-flow net par rapport au 31 décembre 2022 s'explique par :

- L'augmentation de l'EBITDA portée par la croissance organique des activités soutenue par les effets prix favorables et la hausse des prix de l'énergie, les gains générés par les plans d'efficacité opérationnelle et commerciale ainsi que par les synergies ;
- Des investissements industriels nets de 3 730 millions d'euros contre 3 089 millions d'euros au 31 décembre 2022. Cette augmentation s'explique par la hausse des investissements bruts (+383 millions d'euros), principalement en raison des projets de décarbonation en Europe centrale et orientale et des investissements de croissance dans les déchets dangereux. Par ailleurs, les cessions industrielles sont en baisse de -258 millions d'euros, suite aux cessions significatives réalisées au cours de 2022 dans le cadre des remèdes anti trust de l'acquisition de Suez (cessions des activités mobiles de traitement de l'eau, des activités de traitements des eaux industrielles, des actifs d'Integrated Waste Services en Australie et des filiales Ile de France d'OSIS) ;
- La variation du besoin en fonds de roulement opérationnel de +195 millions d'euros, en amélioration par rapport au 31 décembre 2022 (+48 millions d'euros), grâce à la poursuite des efforts de recouvrement ;
- La réduction des charges non courantes et de restructuration de -188 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2022.

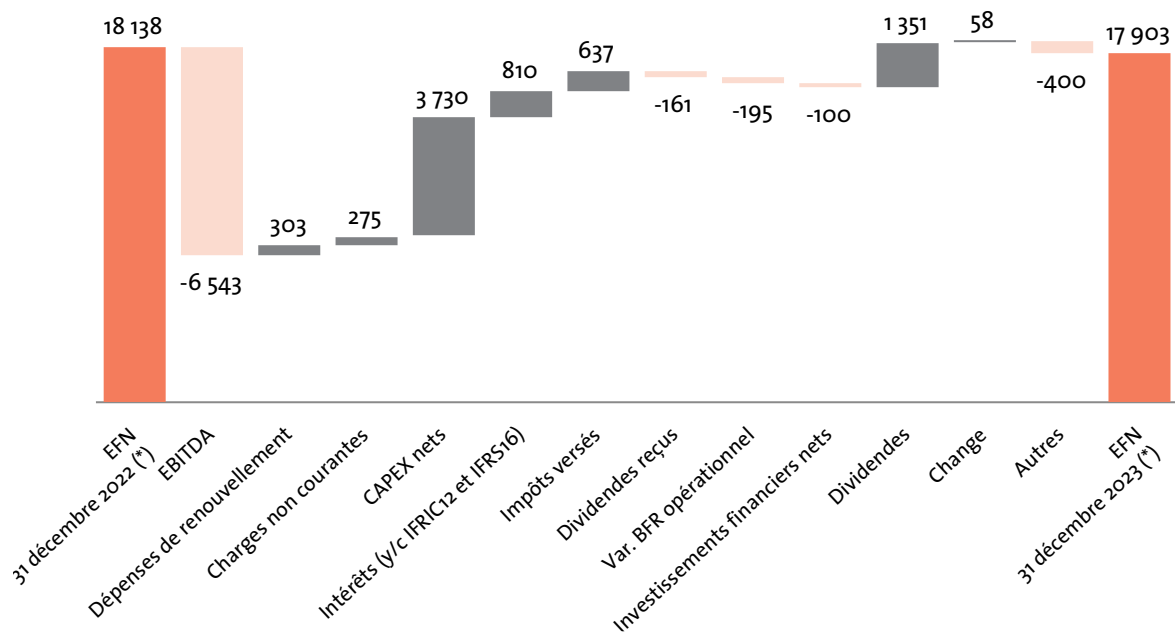
L'endettement financier net s'établit à 17 903 millions d'euros au 31 décembre 2023 contre 18 138 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Par rapport au 31 décembre 2022, l'endettement financier net baisse de 235 millions d'euros. Cette variation s'explique principalement par les éléments suivants :

- la génération de free cash-flow net sur l'exercice à hauteur de 1 143 millions d'euros ;
- des investissements financiers nets à hauteur de 100 millions d'euros suite d'une part, à l'encaissement du montant final du complément de prix dû au titre de l'acquisition de Suez en 2022, l'entrée dans le périmètre de la Lydec, l'acquisition des filiales espagnoles La Red et Banales et de U.S. Industrial Technologies (États-Unis), le rachat du minoritaire Lanzhou dans Veolia Water Yellow River en Chine et d'autre part, aux cessions des concessions d'eau italiennes, d'Advanced solutions (États-Unis), de la filiale Quality Circular Polymers (Pays-Bas) et des derniers remèdes anti concurrence dans le cadre de l'acquisition de Suez (une filiale de déchets dangereux en France et des activités O&M WTS au Royaume-Uni (voir 1.3.2 Opérations de périmètre) ;
- le versement des dividendes voté en assemblée générale mixte du 27 avril 2023 de Veolia Environnement pour un montant de -787 millions d'euros ;
- l'émission de titres subordonnés pour 198 millions d'euros (net des frais d'émission) ;
- l'augmentation de capital dans le cadre de l'opération d'actionnariat salarié Sequoia 2023 pour un montant net de 203 millions d'euros ;

L'endettement financier net est par ailleurs impacté par un effet de change et de variation de juste valeur défavorable de -58 millions d'euros au 31 décembre 2023.

(en millions d'euros)	2022	2023
EBITDA	6 196	6 543
Investissements industriels nets de cession	-3 089	-3 730
Variation BFR opérationnel	48	195
Dividendes reçus	129	161
Dépenses de renouvellement	-303	-303
Autres charges non courantes et charges de restructuration	-463	-275
Intérêts sur passifs du domaine concédé (I12)	-79	-84
Intérêts sur droit d'usage (IFRS 16)	-53	-58
Éléments financiers (intérêts versés courants et capacité d'autofinancement financière)	-796	-668
Impôts payés	-557	-637
Free cash-flow net, avant versement du dividende, investissements financiers et cessions financières	1 032	1 143
Dividendes versés	-1 079	-1 351
Investissements financiers nets	-8 970	100
Variation des créances et autres actifs financiers	488	126
Emissions / remboursement de titres super subordonnés	-500	198
Augmentation de capital	221	263
Free cash-flow	-8 807	480
Effets de change	-232	-58
Autres variations	83	-109
Variation	-8 956	313
Endettement financier net à l'ouverture	-9 532	-18 138
Impact réévaluation des passifs financiers	351	-78
ENDETTEMENT FINANCIER NET À LA CLÔTURE	-18 138	-17 903



*ENF hors impact de la réévaluation de la dette comptabilisée dans le cadre de l'allocation du prix d'acquisition de Suez, voir 5.2 infra.

3.2 INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS ET FINANCIERS

3.2.1 Investissements industriels

Les **investissements industriels nets**, y compris les nouveaux actifs financiers opérationnels, réalisés par le Groupe s'élèvent à 3 730 millions d'euros au 31 décembre 2023, contre 3 089 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Les **investissements industriels bruts** s'élèvent à 4 049 millions d'euros au 31 décembre 2023, et incluent des investissements de maintenance pour 1 968 millions d'euros (y compris IFRS 16), des investissements de croissance contractuels pour 1 541 millions d'euros et des investissements discrétionnaires pour 540 millions d'euros. Ils comprennent de nouveaux actifs financiers opérationnels pour

254 millions d'euros.

Les **cessions industrielles** s'élèvent à -319 millions d'euros au 31 décembre 2023, et résultent du programme de rotation de la base d'actifs existante ; elles incluent principalement la France et les déchets spéciaux Europe (-69 millions d'euros), les Technologies de l'Eau (-51 millions d'euros), l'Australie (-47 millions d'euros), ainsi que l'Allemagne (-42 millions d'euros).

Les investissements industriels par **segment** au 31 décembre 2023, hors activités non poursuivies, se décomposent de la façon suivante :

31 décembre 2023 (en millions d'euros)	Total investissements industriels bruts	Cessions industrielles	Total investissements industriels nets
France et déchets spéciaux Europe	832	-69	763
Europe, hors France	1 559	-101	1 458
Reste du monde	1 367	-80	1 287
Technologies Eau	219	-51	167
Autres	72	-17	55
GROUPE	4 049	-319	3 730

Les **investissements industriels bruts** s'élevaient à 3 666 millions d'euros au 31 décembre 2022⁽¹⁾, et incluaient des investissements de maintenance pour 1 888 millions d'euros (y compris IFRS 16), des investissements de croissance contractuels pour 1 347 millions d'euros et des investissements discrétionnaires pour 431 millions d'euros. Ils comprenaient de nouveaux actifs financiers opérationnels pour 184 millions d'euros.

Les **cessions industrielles** s'élevaient à -577 millions d'euros au 31 décembre 2022, et incluaient les cessions remèdes relatives aux activités dans les services mobiles de traitement de l'eau en Europe pour 191 millions d'euros et aux activités dans les services de traitement des eaux industrielles en France pour 30 millions d'euros, ainsi que les cessions d'actifs d'Integrated Water Services en Australie pour 102 millions d'euros et la cession d'actif d'Osis Ile de France pour 32 millions d'euros.

Les investissements industriels par **segment** au 31 décembre 2022, hors activités non poursuivies, se décomposaient de la façon suivante :

31 décembre 2022 (en millions d'euros)	Total investissements industriels bruts	Cessions industrielles	Total investissements industriels nets
France et déchets spéciaux Europe	798	-149	649
Europe, hors France	1 322	-57	1 265
Reste du monde	1 343	-179	1 164
Technologies Eau	216	-191	24
Autres	-13	0	-13
GROUPE	3 666	-577	3 089

¹ Hors retraitement de l'effet des 17 premiers jours de 2022 relatif à la période pré-acquisition de Suez par Veolia), les investissements industriels bruts s'élèvent à 3 705 millions d'euros.

3.2.2 Investissements financiers nets

Les investissements financiers nets au 31 décembre 2023 s'élèvent à 100 millions d'euros (y compris frais d'acquisition, endettement entrant et frais de cession). Ces investissements financiers sont principalement constitués de l'encaissement du montant final du complément de prix payé par Suez à Veolia le 30 juin 2023 pour un montant de 284 millions d'euros.

Les acquisitions financières de l'exercice s'élèvent à -552 millions d'euros et concernent principalement :

- l'acquisition des filiales Reciclados La Red S.LL et Banales III localisées respectivement à Madrid et Séville pour un montant de 54 millions d'euros en date du 10 janvier 2023 ;
- la dette entrante de la Lydec suite à sa consolidation au 25 janvier 2023 pour un montant de 47 millions d'euros ;
- l'acquisition par échange d'actions Veolia pour 55 millions d'euros suite à l'exercice de l'option de rachat des parts (49 %) du minoritaire Promecap au Mexique en date du 21 juillet 2023 ;
- le rachat du minoritaire de Lanzhou dans Veolia Water Yellow River (49 %) en Chine pour un montant de 68 millions d'euros en date du 27 septembre 2023 ;
- l'acquisition de U.S. Industrial Technologies aux États-Unis, une filiale de traitement des déchets dangereux, pour un montant de 58 millions d'euros en date du 31 octobre 2023.

Les cessions financières au 31 décembre 2023 (y compris frais de cession), hors encaissement du montant final du complément de prix payé par Suez s'élèvent à + 368 millions d'euros et comprennent principalement :

- l'encaissement de la cession des activités de déchets dangereux de Suez (remède France) pour un montant de 49 millions d'euros,
- la cession des filiales d'Advanced solutions aux États-Unis pour un montant de 84 millions d'euros ;
- la cession des titres Quality Circular Polymers (QCP), filiale de recyclage de plastique au Pays-bas, pour un montant de 20 millions d'euros (hors remboursement de prêt) ;
- la cession des concessions d'eau italiennes pour un montant de 74 millions d'euros.

Au 31 décembre 2022, les investissements financiers nets s'élevaient à -8 970 millions d'euros (y compris frais d'acquisition, endettement entrant et frais de cession). La principale évolution de périmètre de l'exercice était l'acquisition du Groupe Suez suite à la finalisation de l'Offre Publique d'Achat sur le premier trimestre, pour -8 664 millions d'euros y compris endettement entrant, net des cessions d'une partie du Groupe Suez au consortium le 31 janvier 2022 et des remèdes antitrust.

Hors acquisition de Suez et cessions mentionnées supra, les investissements financiers nets s'élevaient à -70 millions d'euros. Ils incluaient principalement l'acquisition de 48,7 % de Lydec, pour un montant de -101 millions d'euros.

Hors cession du nouveau Suez, les cessions financières au 31 décembre 2022 (y compris frais de cession) comprenaient principalement la cession de Lanzhou en Chine pour un montant de 141 millions d'euros, la cession de Huancheng Puxi en Chine, une filiale de valorisation des déchets, pour un montant de 27 millions d'euros et un ajustement du prix de vente relatif à une cession réalisée en 2021 en Allemagne pour un montant de -26 millions d'euros.

3.3 BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT OPÉRATIONNEL

La variation du besoin en fonds de roulement opérationnel (hors activités non poursuivies) s'élève à +195 millions d'euros au 31 décembre 2023 contre +48 millions d'euros au 31 décembre 2022.

L'amélioration de la variation du besoin en fonds de roulement opérationnel dans un contexte de vigilance accrue de hausse de l'inflation, des prix des énergies et des taux d'intérêt reflète le suivi régulier et l'amélioration des processus de collecte et de facturation.

Se référer à la note 5.3 des états financiers consolidés au 31 décembre 2023.

3.4 FINANCEMENT EXTERNE

Structure de l'endettement financier net

L'endettement financier net après couverture au 31 décembre 2023 est à taux fixe à hauteur de 87 %, contre 83 % au 31 décembre 2022. La maturité moyenne de l'endettement financier net s'établit à 7,4 ans au 31 décembre 2023 contre 7,9 ans au 31 décembre 2022.

(en millions d'euros)	Notes annexes aux comptes consolidés	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2023
Dettes financières non courantes	7.1.1	21 348	20 310
Dettes financières courantes	7.1.1	7 018	7 662
Trésorerie passive	7.1.4	214	379
Sous-total dettes financières		28 580	28 350
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.1.4	-9 012	-8 696
Actifs liquides et actifs financiers liés au financement	7.1.3	-1 677	-1 892
Imputation de la juste valeur des dérivés de couverture	7.2.2	599	414
Impact réévaluation des passifs financiers (1)		-351	-273
ENDETTEMENT FINANCIER NET		18 138	17 903

(1) L'endettement financier net exclut la réévaluation des passifs financiers dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez comme défini dans la section 5.2 infra.

Position de liquidité du Groupe

Le détail des liquidités dont le Groupe dispose au 31 décembre 2023 est le suivant :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2023
Veolia Environnement :		
Crédit syndiqué non tiré	5 500	4 500
Lignes de crédit bilatérales MT non tirées	910	727
Lignes de crédit bilatérales CT non tirées	-	75
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	8 073	8 344
Filiales :		
Lignes de crédit bilatérales non tirées	-	689
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1)	2 617	2 244
Total des liquidités	17 100	16 579
Dettes courantes et trésorerie passive		
Dettes courantes	7 018	7 662
Trésorerie passive	214	379
Total des dettes courantes et trésorerie passive	7 232	8 041
TOTAL DES LIQUIDITÉS NETTES DES DETTES COURANTES ET TRÉSORERIE PASSIVE	9 868	8 538

(1) Y compris les actifs liquides et les actifs liés au financement inclus dans l'endettement financier net.

La liquidité diminue principalement en raison de la réduction du crédit syndiqué pour 1 milliard d'euros, et du passage en dettes courantes de la dette obligataire payée le 14 janvier 2024 pour 750 millions d'euros.

En effet, le Groupe a décidé de refinancer, début mars 2023, ses deux crédits syndiqués (crédit syndiqué historique de 3 milliards d'euros et crédit syndiqué ex-Suez de 2,5 milliards d'euros) avec la mise en place d'un nouveau crédit syndiqué unique, d'un montant de 4,5 milliards d'euros.

Covenants bancaires

Se référer à la note 8.3 des états financiers consolidés au 31 décembre 2023.

4

AUTRES ÉLÉMENTS

4 Autres éléments

4.1 RENDEMENT DES CAPITAUX EMPLOYÉS (ROCE)

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2023
EBIT Courant	3 062	3 346
- Charge d'impôt courante sur les sociétés	-514	-599
EBIT Courant après impôts	2 548	2 747

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2023
Actifs corporels et incorporels nets	24 941	25 538
Droits d'usage	1 997	1 853
Écarts d'acquisition nets de pertes de valeur	11 699	11 650
Participations dans les co-entreprises et les entreprises associées	1 985	1 714
Actifs financiers opérationnels	1 377	1 393
Besoin en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation net	-5 579	-6 041
Instruments dérivés nets et autres	-626	-468
Provisions	-3 744	-3 647
Capitaux employés	32 051	31 992
Impacts des activités discontinues et autres retraitements (1)	1 950	177
Capitaux employés après retraitements	34 001	32 169

(1) Les retraitements en 2022 concernent principalement la réintégration des capitaux employés des activités cédées de Suez au Royaume-Uni et de la participation cédée dans Lanzhou Water.

(en millions d'euros)	EBIT courant après impôts	Capitaux employés moyens de l'année	ROCE après impôts
2022 (yc IFRS 16) (1)	2 548	33 564	7,6 %
2023 (yc IFRS 16)	2 747	33 085	8,3 %

(1) Les capitaux employés 2022 (yc IFRS 16) moyens prennent en compte les capitaux employés du périmètre Suez à l'ouverture.

Les capitaux employés moyens 2023 s'élèvent à 33 085 millions d'euros et sont en baisse de -1,4 % par rapport à 2022.

Le ROCE après impôt s'élève à 8,3 % au 31 décembre 2023 ; il progresse de +0,7 point par rapport à 2022, porté principalement par la croissance de l'EBIT courant après impôt de +7,8 %.

4.2 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(en millions d'euros)	KPMG SA				Ernst & Young			
	Montants		Pourcentage		Montants		Pourcentage	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité annuel								
Veolia Environnement	2,1	2,1	13 %	13 %	2,4	2,4	10 %	10 %
Entités contrôlées	11,0	9,3	68 %	57 %	19,3	19,1	84 %	81 %
Sous total (a)	13,1	11,4	81 %	70 %	21,7	21,5	94 %	91 %
Services autres que la certification des comptes requis par les textes légaux et réglementaires								
Veolia Environnement	0,5	0,3	3 %	2 %	0,4	0,2	2 %	1 %
Entités contrôlées	0,0	0,2	— %	1 %	0,2	0,4	1 %	2 %
Sous total (b)	0,5	0,5	3 %	3 %	0,6	0,6	3 %	3 %
Services autres que la certification des comptes fournis à la demande de l'entité								
Veolia Environnement	1,6	1,9	10 %	12 %	0,5	0,2	2 %	1 %
Entités contrôlées	1,0	2,5	6 %	15 %	0,2	1,3	1 %	6 %
Sous total (c)	2,6	4,4	16 %	27 %	0,7	1,5	3 %	6 %
Services autres que la certification des comptes								
Sous-total (d) = (b) + (c)	3,1	4,9	19 %	30 %	1,3	2,1	6 %	9 %
TOTAL (E) = (A) + (D)	16,2	16,3	100 %	100 %	23,0	23,6	100 %	100 %

Les honoraires des commissaires aux comptes engagés par le Groupe, y compris pour les entités mises en équivalence pour les années 2023 et 2022, s'élèvent respectivement à 39 millions d'euros et 40 millions d'euros, y compris :

- 35 millions d'euros en 2023 et 33 millions d'euros en 2022 pour l'audit des comptes statutaires et consolidés ; et
- 4 millions d'euros en 2023 et 7 millions d'euros en 2022 pour les services autres que la certification des comptes.

4.3 OPÉRATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le Groupe identifie les parties qui lui sont liées conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la norme IAS 24 révisée « Information relative aux parties liées » (se référer à la Note 13 des états financiers consolidés au 31 décembre 2023).

4.4 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes consolidés par le conseil d'administration.

4.5 FACTEURS DE RISQUES

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe pourrait être confronté sont détaillés dans le chapitre 2 du Document d'enregistrement universel 2023.

4.6 PERSPECTIVES

Perspectives 2024

Au regard des très bons résultats 2023 et du bon début d'année, l'exercice 2024 est abordé avec confiance et permet d'annoncer des objectifs ambitieux :

- Solide croissance organique ^{(1) (2)} du chiffre d'affaires ;
- Économies de coûts supérieures à 350 millions d'euros auxquelles s'ajoutent de nouvelles synergies attendues pour un montant cumulé supérieur à 400 millions d'euros fin 2024, en ligne avec l'objectif de 500 millions d'euros cumulés ;
- Croissance organique ⁽¹⁾ de l'EBITDA de +5 % à +6 % ;
- Résultat net courant part du Groupe supérieur à 1,5 milliard d'euros ⁽³⁾ ;
- Leverage ratio attendu inférieur à 3x ⁽³⁾ ;
- Croissance du dividende en ligne avec celle du bénéfice net courant par action.

¹ À périmètre et change constant.

² Hors prix des énergies.

³ Hors PPA Suez.

5

ANNEXES

5 Annexes

5.1 RÉCONCILIATION DES INDICATEURS GAAP ET DES INDICATEURS UTILISÉS PAR LE GROUPE

Le tableau de passage de l'EBIT courant au résultat opérationnel tel qu'il figure au compte de résultat est présenté dans la section 2.4.4.

De la même façon, le tableau de passage du résultat net courant au résultat net part du Groupe tel qu'il figure au compte de résultat est présenté dans la section 2.4.4.

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2022	31 décembre 2023
Capacité d'autofinancement	4 804	5 582
Dont capacité d'autofinancement financière	-229	-134
Dont capacité d'autofinancement opérationnelle	5 034	5 715
Exclusion :		
Dépenses de renouvellement	303	303
Charges de restructuration cash	224	84
Coûts d'acquisitions et frais de cessions sur titres	201	30
Autres charges non courantes	239	178
Intégration :		
Remboursement des actifs financiers opérationnels	195	233
EBITDA	6 196	6 543

Le tableau de passage des flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités poursuivies (inclus dans l'état consolidé des flux de trésorerie) au free cash-flow net est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2022	31 décembre 2023
Flux nets de trésorerie générés par l'activité des activités poursuivies	4 104	5 027
Intégration :		
Investissements industriels nets de subvention	-2 784	-3 140
Cessions d'actifs industriels	577	319
Nouveaux actifs financiers opérationnels	-184	-254
Remboursement des actifs financiers opérationnels	195	233
Nouvelles dettes de location financement	-529	-542
Dividendes reçus	129	161
Intérêts financiers nets	-793	-681
Exclusion :		
Coûts d'acquisition et frais de cession sur titres, et autres	317	19
Free cash-flow net	1 032	1 143

Le tableau de passage des investissements industriels nets de subvention (inclus dans l'état consolidé des flux de trésorerie) aux investissements industriels est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2022	31 décembre 2023
Investissements industriels nets de subvention	-2 784	-3 140
Nouvelles dettes de location financement	-529	-542
Variation du besoin en fonds de roulement du domaine concédé	-191	-112
Nouveaux actifs financiers opérationnels	-184	-254
Investissements industriels	-3 666	-4 049

5.2 DÉFINITIONS

Aucune modification n'est intervenue lors de l'établissement des comptes au 31 décembre 2023 dans la définition des indicateurs financiers non Gaap utilisés par le Groupe.

5.2.1 Indicateurs strictement comptables (« GAAP » : IFRS)

Le **coût de l'endettement financier net** représente le coût de l'endettement financier brut hors intérêts financiers IFRS16 classés en autres charges financières et y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférent, diminué du résultat de la trésorerie nette.

La **capacité d'autofinancement totale** telle qu'indiquée dans le tableau des flux de trésorerie est composée de trois éléments : la capacité d'autofinancement opérationnelle intégrant les charges et produits opérationnels encaissés et décaissés (« cash »), la capacité d'autofinancement financière incluant les éléments financiers cash

des autres revenus et charges financiers, et la capacité d'autofinancement des activités non poursuivies intégrant les charges et produits opérationnels et financiers cash reclassés en résultat net des activités non poursuivies en application de la norme IFRS 5. La capacité d'autofinancement opérationnelle n'inclut pas la quote-part des sociétés mises en équivalence.

Le **résultat net des activités non poursuivies** est l'ensemble des charges et produits nets d'impôt rattachés aux activités cédées ou en cours de cession, conformément à la norme IFRS 5.

5.2.2 Indicateurs non strictement comptables (« non GAAP »)

L'expression « **variation à change constant** » recouvre la variation résultant de l'application des taux de change de la période précédente sur l'exercice actuel, toutes choses restant égales par ailleurs.

L'indicateur **EBITDA** consiste en la somme de l'ensemble des produits et charges opérationnels encaissés et décaissés (à l'exclusion des charges de restructuration, des pertes de valeur du besoin en fonds de roulement non courantes, des dépenses de renouvellement et des coûts d'acquisition et frais de cession sur titres) et des remboursements d'actifs financiers opérationnels.

La **marge d'EBITDA** est définie comme étant le ratio EBITDA/Chiffre d'affaires.

Pour obtenir l'**EBIT courant** (qui comprend la quote-part de résultat net courant des co-entreprises et des entreprises associées), sont exclus du Résultat Opérationnel les éléments suivants :

- les dépréciations de goodwill des filiales contrôlées et des entités mises en équivalence ;
- les charges de restructuration ;
- les provisions et pertes de valeur non courantes ;
- les dépréciations non courantes et/ou significatives d'actifs immobilisés (corporels, incorporels et actifs financiers opérationnels) ;
- les amortissements des actifs réévalués dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez ;
- les coûts d'acquisitions de titres.

Le **coût de l'endettement financier net courant** représente le coût de l'endettement financier net, hors amortissement de la dette réévaluée dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez.

Pour obtenir le **Résultat Net courant Part du Groupe**, sont exclus du Résultat Net Part du Groupe les éléments suivants :

- les éléments non courants du résultat net ;
- les amortissements des actifs réévalués dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez nets d'impôts et de minoritaires ;
- les amortissements de la dette réévaluée dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez nets d'impôts et de minoritaires.

Le **Résultat Net courant Part du Groupe par action** est calculé en divisant le Résultat Net courant Part du Groupe de l'exercice (non retraité du montant du coupon attribuable aux porteurs de titres super-subordonnés) par le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital en circulation pendant l'exercice.

Les **investissements industriels nets** tels que pris en compte dans le tableau de variation de l'EFN incluent les investissements industriels (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, et nouveaux actifs financiers opérationnels), nets des cessions industrielles.

Le Groupe dissocie dans ses investissements :

- les investissements de maintenance qui correspondent aux investissements de renouvellement de matériels et d'installations exploitées par le Groupe ;
- les investissements de croissance qui correspondent globalement aux investissements embarqués au sein de nos contrats existants et de défense de portefeuille ;
- enfin les investissements dits de croissance discrétionnaires consécutifs généralement à un nouveau contrat ou projet ou encore à une extension significative d'un contrat ou d'un projet existant.

Ces dernières catégories correspondant à des investissements de croissance.

Les **investissements financiers nets** tels que pris en compte dans le tableau de variation de l'EFN correspondent aux investissements financiers diminués des cessions financières.

Les investissements financiers comprennent les acquisitions d'actifs financiers y compris l'endettement net des sociétés entrantes, et les acquisitions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle.

Les cessions financières incluent les cessions d'actifs financiers y compris l'endettement net des sociétés sortantes, les cessions partielles résultant des transactions entre actionnaires ne modifiant pas le contrôle, ainsi que les augmentations de capital souscrites par les minoritaires.

Le **free cash-flow net** correspond au free cash-flow des activités poursuivies i.e. la somme de l'EBITDA, des dividendes reçus, de la variation du besoin en fonds de roulement opérationnel, de la capacité d'autofinancement financière, moins les frais financiers nets, les investissements industriels nets, les impôts versés, les dépenses de renouvellement, les charges de restructuration et les autres charges non courantes.

L'**endettement financier net (EFN)** représente la dette financière brute (dettes financières non courantes, courantes et trésorerie passive) qui inclut la dette locative IFRS16, nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des actifs liquides et des actifs liés au financement et y compris réévaluation des dérivés de couverture de la dette. Les actifs liquides sont des actifs financiers composés de fonds ou de titres de maturité initiale supérieure à trois mois, facilement convertibles en trésorerie, et gérés dans le cadre d'un objectif de liquidité tout en conservant un faible risque en capital. L'endettement financier net exclut l'impact net de la réévaluation de la dette comptabilisé dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez.

Le **leverage ratio** rapporte l'endettement financier y compris IFRS 16 net de clôture à l'EBITDA y compris IFRS 16.

Le **taux de financement** est défini comme étant le coût de l'endettement financier net hors dettes de location financières IFRS 16 et hors variation de juste valeur des instruments non qualifiés de couverture, rapporté à la moyenne de l'endettement financier net hors dettes de location financières IFRS 16 mensuel de la période, y compris coût de l'endettement financier des activités non poursuivies.

Le **rendement des capitaux employés (ROCE) après impôts** est défini par le rapport entre :

- l'EBIT courant tel que défini ci-dessus, y compris quotes-parts de résultat net dans les entités mises en équivalence et après impôts. Il est calculé en soustrayant la charge d'impôt courante de l'EBIT courant, y compris quotes-parts de résultat net dans les entités mises en équivalence. La charge d'impôt courante est la charge d'impôts du compte de résultat retraitée des effets d'impôt sur les éléments non courants et des effets d'impôt sur les amortissements des actifs réévalués dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Suez ; et
- les capitaux employés moyens de l'année, y compris actifs financiers opérationnels et participations dans les co-entreprises et les entreprises associées. Les capitaux employés retenus dans le calcul du ROCE après impôts sont donc définis comme la somme des actifs corporels et incorporels nets, des écarts d'acquisitions nets des pertes de valeur, des participations dans les co-entreprises et les entreprises associées, des actifs financiers opérationnels, du besoin en fonds de roulement d'exploitation et hors exploitation net, et des instruments dérivés nets diminués des provisions. Ils comprennent également les capitaux employés des activités classées en actifs et passifs destinés à la vente, hors activités abandonnées.

Ressourcer le monde

Veolia Environnement

Société anonyme au capital de 3 627 058 335 euros

403 210 032 RCS Paris

Siège administratif :

30, rue Madeleine Vionnet - 93300 Aubervilliers - France

Tél. : +33 (0)1 85 57 70 00

Siège social :

21, rue La Boétie - 75008 Paris - France

www.veolia.com